11

courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

été 1991 - 25 francs

CREONS DES ESPACES DE LIBERTE

G.-B : Après la Poll Tax

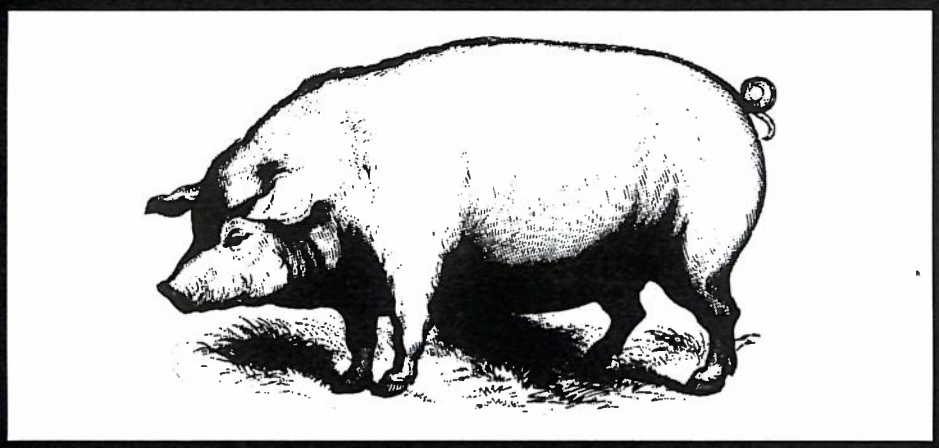
LES FEMMES MISES A MAL

LES EVENEMENTS DE MANTES-LA-JOLIE

UN ANTISEMITE CHEZ LES VERTS ?

M 1292 - 11 - 25,00 F

LAISSONS LE PESSIMISME



POUR DES JOURS MEILLEURS

E•D•I•T•O•R•I•A•L

L'actualité de ces dernières semaines était centrée (à part Roland Garros, le Tour de France ou autres festivités tout aussi intéressantes) sur les mouvements dans les banlieues et les luttes pour le droit d'asile (grève de la faims des Kurdes, Turcs, etc.). Qu'est-ce qui lie tout cela si ce n'est le développement de la précarité ?

Comme on a pu le voir, la précarisation peut faire naître des situations explosives débouchant parfois sur n'importe quoi. Le pouvoir PS l'a bien compris qui n'a qu'une hâte : intégrer les figures qui apparaissent dans les luttes en leur proposant promotion sociale ou postes dans diverses commissions.

Il ne s'agit donc pas d'arriver à l'anarchie aujourd'hui, ou demain, ou dans dix ans, mais de s'acheminer vers l'anarchie aujourd'hui, demain et toujours.

E. Malatesta.

Le totalitarisme rampant qui envahit la société par le biais médiatique oblige souvent à avoir recours à des "bouffons" pour sortir du silence (cf. l'abbé Pierre se montrant aux côtés des grévistes de la faim kurdes). Même si le problème reste toujours posé de savoir comment faire porter le débat et l'information sur les actions — dans le but de gagner — force est de constater que l'usage de personnalités et de curés divers ne fait que déposséder les gens de leurs luttes en détournant la parole. D'ailleurs, y avait-il présence des mouvements cathos ou protestants dans la rue aux côtés des déboutés lors de leur manif du 26 mai ?

Non seulement le sens de la lutte est alors détourné mais leur première tâche consiste à essayer de la rendre tolérable pour le système en la dévoyant de sa subversion.

Non ! On ne se sert pas des médias et des curés ! Ce sont eux qui se servent de nous. ils ne nous aident en aucun cas à gagner.

•

Le déplacement du débat sur le terrain de l'intégration renforce les clivages ethniques (les "pauvres immigrés") et sociaux (les "pauvres pauvres") en évitant le débat sur les causes. De fait, dès que les pauvres et les immigrés refusent la charité et se manifestent ils deviennent des délinquants ("salauds de pauvres" !) ou des indésirables ("salauds d'immigrés"!).

La stratégie que nous pouvons avoir sur le terrain doit tenir compte de ces observations et constats, sans pour autant que nous nous considérions comme une quelconque avant-garde (suivie de qui et de quoi ?). En effet, si militer n'est pas fait pour nous donner la pêche, développer des utopies, à quoi bon ! Si nous nous battons pour une autre société, autant en vivre tout de suite des bribes. Un peu de convivialité, de festivité dans nos vies...

Tours le 12 juin 1991

Pensez à vous réabonner à Courant Alternatif !

CAMPING DETE
21 JUILLET AU 6 AOUT

Comme chaque année un camping organisé par l'OCL se déroulera près de Forcalquier aux Deux Moulins de Gontard (Dauphin - 04), 80 kms à l'est d'Avignon. Il est ouvert à tous ceux qui veulent débattre des problèmes que posent la période politique pour les libertaires et plus généralement pour les révolutionnaires. Le tout dans un cadre agréable avec piscine, ombre et soleil. Voici le programme.

21 juillet : Cités de banlieues
Un peu partout les banlieues explosent sous les coups de l'exclusion et de la misère ; assurément l'écart entre les classes sociales se creuse, mais quelles sont les forces autonomes, issues de ces banlieues qui peuvent devenir des ferments de lutte et de recomposition sociale ?

22 juillet : Quelles critiques de la mutation de l'espace rural ?
Toute parcelle du territoire a une vocation économique. Quel type d'agriculture aujourd'hui pour le respect de l'environnement : paysanne ou industrielle ? Quelles conséquences de l'agriculture industrielle (remembrement, drainage, aménagement des fleuves, touristification des régions les moins rentables... ? Comment l'écologie devient un créneau porteur pour le capitalisme ? Comment les écolocrates s'insèrent-ils ? Quelles luttes dans le milieu rual ? Quels liens avec le milieu urbain ?

23 juillet : Le Moyen-Orient - géopolitique
Nous tenterons de mettre en évidence un certain nombre d'éléments d'informations et de compréhension sur le thème des forces politiques et sociales au Moyen-Orient, ceci en relation avec les données historiques. Seront abordés plus précisément les problèmes kurde et palestinien.

24/25 juillet :Le nouvel ordre mondial
24. Après les changements à l'Est les USA apparaissent comme la seule force hégémonique et ils le font savoir. Tout conflit est-ouest est-il pour autant écarté. Comment se redessine le redéploiement impérialisme sur la planète ?
25. Les Etats nations mis en place par l'ancien ordre mondial sont, pour beaucoup, au bord de l'explosion car ils ne correspondent plus aux nouvelles donnes de la géopolitique et des rapports de forces entre les grandes puissances. Quelles contradictions cela pose-t-il ? cela créé-t-il des espaces favorables à la remise en cause du capitalisme ou au contraire cela réactive-t-il les nationalismes les plus barbares ?

26 juillet : Bilan du mouvement anti-guerre
Après le conflit dans le Golfe, il est nécessaire de faire un bilan politique des collectifs anti-guerre sur le plan de la pratique, y compris 6 mois après la fin des combats. Sur quelles bases se sont-ils construits ; quelles en étaient les composantes ; quels axes ont été développés ; quels problèmes ont été rencontrés ; les alliances : compromis ou autonomie radicale ; qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

27 juillet : Pause

28 juillet : Militarisation de la sociétéDans le cadre de la mondialisation croissante des échanges, alors que le bloc de l'Est est en train de s'effondrer, les contradictions entre impérialismes se développent (la guerre du Golfe a démontré comment les USA cherchaient à rétablir leur leadership face au Japon et à l'Allemagne). En France, l'institution militaire est au centre de plusieurs enjeux :
- Part croissante du complexe militaro-industriel dans l'activité économique et de la recherche ; affermissement de l'idéologie nationale, abstraction substitutive aux repères collectifs proches de la vie réelle des gens, qui eux, s'affaiblissent.
- Retour des tendances autoritaires.
Pour toutes ces raisons la propagande militaire est de plus en plus présente dans les secteurs façonnant l'opinion (média-éducation-loisirs...). Le débat aura pour but de montrer comment l'armée sort grandie de la guerre, de mieux cerner comment s'opère la militarisation de la société et d'envisager des ripostes possibles.

29/30 juillet : Le fascisme
29- Une partie de rappel historique sur le contenu et les conditions d'apparition du fascisme comme doctrine plus ou moins précise. Qu'est ce qui est fasciste en 1991 ? Est-ce la seule forme de totalitarisme ? Le FN est-il fasciste ?
30- Une seconde partie de **bilan des pratiques anti-fascistes**

31 juillet : 10 ans de PS. L'Etat de la France depuis 81
Quelles sont les conditions qui ont permis au PS d'accéder au pouvoir et en même temps de ne plus être un parti social démocrate. Comment cette accession au pouvoir s'est assise sur une décomposition de la société et comment le PS, pour survivre, ne peut que nuire aux tentatives de recomposition.

1er/2 août : L'Europe de 92
1er août : Le conflit du Golfe a mis en évidence la contradiction entre le discour du pouvoir et la réalité de la construction politique de l'Europe (alignement de la politique de la France sur celle des USA). Qu'en est-il exactement de cette Europe capitaliste et des mouvements susceptibles de s'y opposer.
2 août : Quelles campagnes possibles pour les libertaires sur l'Europe ?

3 août : Le retour de l'ordre moral et luttes de femmes
Nous sommes dans une période de réaction au niveau des idées et valeurs qui s'expriment (montée du FN, apparition des groupes de pression anti-avortement, pénalisation de l'homosexualité). Comment cette réaction se construit-elle, en particulier, sur le dos des femmes qui sont les premières à pâtir de la réorganisation des besoins du capitalisme à l'échelle mondiale : correspondance immédiate entre le statut socio-économique de la femme et les besoins conjoncturels de l'économie ?

4 août : Bilan de un an de CA en kiosque

5 et 6 août : Comission-journal du numéro de CA de rentrée

Chacun pourra proposer sur place des débats ou des informations lors des soirs restant et des après-midi. En outre, en permanence, librairie et video.

PRIX

50F. /jour	:	salaires de	— de 2000F. /mois
60. F. "	:	"	de 2 à 4000 F./mois
75 F. "	:	"	de 4000 à 4500/mois
85 F. "	:	"	de 4500 à 5500/mois
95 F. "	:	"	de 5500 à 6500/mois
110 F. "	:	"	de 6500 à 7500/mois
130 F. "	:	"	de 7500 à 9000/mois
160 F. "	:	"	au-delà de 9000/mois

Ces prix comprennent les repas (dont petit déjeuner) pris en commun, ainsi que l'emplacement de la tente.

OU EN SONT LES DROITS DES FEMMES ?

Même si aujourd'hui le renforcement de l'ordre moral est plus le fait de la droite sur le terrain idéologique, le PS, par ses choix économiques et politiques met en place des mesures insidieuses allant à l'encontre de l'émancipation des femmes.

Actuellement les attaques commandos contre les CIVG apparaissent comme le symptôme le plus marquant d'un ensemble de facteurs qui traduisent une remise en cause des droits acquis par les femmes et d'une façon plus incidieuse un retour aux idéologies traditionnalistes réactionnaires, avec un renforcement de l'ordre moral.

Pour comprendre cette évolution il est nécessaire de faire un pas en arrière.

CHERCHE FEMINISTE DESESPEREMENT !

Dans les années 70, le débat autour du féminisme et les mouvements sociaux qui l'accompagnait étaient une force de proposition qui laissait entrevoir un changement. Il constituait de ce fait un garde fou dans la mesure où il ne laissait pas d'espace aux tentatives réactionnaires. L'émancipation de la femme était à l'ordre du jour non seulement dans les esprits mais aussi dans la rue.

Pourtant, ces mouvements, assez forts pour imposer une législation (en 75 la loi Veil, les assises pour les violeurs...), ont très vite abandonné la rue pour s'en remettre au cadre institutionnel qui, on le sait, ne peut de lui-même engendrer un changement profond des valeurs sociales. L'obtention du droit à l'IVG, élémentaire, a été perçu comme un aboutissement, laisant de côté l'essence même du combat dans ce qu'il portait de changement de société, d'utopie.

LE PS : ROULEAU COMPRESSEUR

En 81, la consécration du PS comme force politique de gôche susceptible de concrétiser tous les espoirs de changement va, de la même façon, annihiler tous débats avec la complicité des organisations syndicales et souvent, révolutionnaires. Celles-ci voyaient dans une alliance avec le PS la possibilité pour les premières d'être des acteurs sociaux dans les strates du pouvoir (Lois Auroux) et pour les secondes l'émergence d'un pôle à gauche de la gauche.

Les dynamiques de luttes n'étaient donc plus à l'ordre du jour puisqu'il ne fallait pas gêner l'action du gouvernement. L'état de grâce s'est en fait révélé être un formidable rouleau compresseur ; du côté des minorités politiques plus radicales, c'était l'isolement et le laminage.

De plus, la période de restructurations nécessaires aux besoins du capitalisme a bouleversé les repères sociaux, détruit les sentiments d'appartenance. Elle fut aidée en cela par une politique gouvernementale judicieuse, visant à empêcher tout sentiment de solidarité en renforçant l'individualisme, l'arrivisme, la méritocratie avec ses valeurs "chacun pour soi". Dans ce contexte, toute lutte collective tendant vers l'abolition des rapports de domination devient hors sujet, voire inepte.

A L'EST DU NOUVEAU

Sur le plan international, la chute des régimes de l'Est tire un trait définitif sur les espérances que des modèles de société pouvaient encore porter pour certains. Ce vide grandissant au niveau des repères iséologiques contribue à ouvrir un espace aux mouvements traditionnalistes. Voire la montée du cléricalisme en Pologne, du FIS en Algérie... et pour la France celle, spectaculaire du Front national dont l'émergence a été facilité par la démarche politicienne du PS voulant casser la droite afin d'apparaître comme la seule force politique crédible et consensuelle.

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans une période de vide idéologique caractérisée par une désagrégation des luttes revendicatrices (à part quelques soubresauts ici et là), et face à une politique gouvernementale pour qui l'enjeu est de briser toute tentative de rebellion, soit par l'intégration, soit par la force.

Le contexte se révèle être tout à fait propice aux avancées réactionnaires. La droite a su profiter de ce créneau pour s'y engouffrer et développer les thèses qui lui sont chères.

LE FRONT NATIONAL : TRAVAIL/ PATRIE

Le FN fonde son positionnement idéologique sur la dénonciation de l'immigration. C'est certainement ce thème qui fait le plus recette dans la crise sociale que l'on connait. Toutefois les prophéties de Le Pen sur la décadence de la France et ses allégations sur le taux de natalité "effréné" des immigrés en France lui permettent d'introduire son non moins dangereux dis-

cours concernant les femmes, à savoir : la famille qui se disloque et la démographie qui décline. En ce sens, le retour de la femme à la maison est essentiel pour le FN, puisque c'est bien sa désertion du foyer qui est en cause dans le fait que ses bambins errent dans les rues au lieu de faire leurs devoirs (d'où échec scolaire), où ils font de mauvaises rencontres (délinquance, drogue, sexe). Il est donc nécessaire que la femme revienne à son rôle traditionnel, le plus noble, celui de mère et d'éducatrice à plein temps. Ce qui aurait pour second avantage de lutter contre la dénatalité, puisque aujourd'hui la femme, n'aurait plus le loisir d'assumer son rôle de procréatrice : nous ne serons bientôt plus assez de blancs pour contrer "les hordes aussi nombreuses que sauvages qui campent sur la rive sud de la Méditérannée avant de déferler sur la France".

Tout ce fatra argumentaire et manipulatoire se traduit au quotidien par la remise en cause notamment de l'avortement, mais aussi, on l'a vu récemment, par une résurgence des tabous et interdits sur la sexualité. En effet, le Sénat, traditionnel bastion de la droite, n'a-t-il pas voté récemment des mesures tendant à pénaliser l'homosexualité et à criminaliser les "sidaïques" ?

LA REMISE EN CAUSE DE L'AVORTEMENT

Les groupes de pression anti-avortement (voir CAn°6) sont étroitement liés aux milieux d'extrême droite et/ou intégristes. De fait, ces groupes de pression constituent une minorité agissante très déterminée militant, en ce qui concerne le rôle de la femme, pour les mêmes valeurs que Le Pen. C'est-à-dire qu'ils nient la femme en tant que sujet politique pour la réduire à son rôle biologique. Ces groupes de pression, en imposant par leurs actions le débat sur la place publique, accréditent d'autant plus les solutions réactionnaires que personne en face ne semble songer à les contredire. De plus, ils pénètrent de plus en plus les canaux officiels d'information par le biais, par exemple, de l'éducation sexuelle des jeunes et des entretiens obligatoires pré-IVG. Ils peuvent ainsi sensibiliser les opinions de façon insidieuse, mais reconnue par les pouvoirs publics. De la même façon, on retrouve ces militants comme interlocuteurs légitimes dans des commission d'enquête (pour la commercialisation du RU486 par exemple) où certains comités d'éthique (bioéthique notamment). Autant de faits qui devraient nous faire tirer le signal d'alarme tant on sait qu'un droit n'est jamais acquis que si l'on se mobilise pour le défendre et en conquérir d'autres. Cela s'avère d'autant plus vrai si l'on parle du droit à l'avortement dans la mesure où ce droit n'est en fait qu'une tolérance.

LA LOI VEIL

En fait l'avortement reste un délit pénal réprimé par la loi de 1920. Toutefois ce délit cesse d'être punissable si les conditions légales aménagées par la loi de 1975 sont respectées. Ces conditions prévoient qu'une IVG peut être pratiquée pour des motifs thérapeuthiques si deux médecins attestent "que la poursuite de la grossesse met la vie de la mère en péril". D'autre part la femme enceinte qui se juge en situation de détresse peut demander à un médecin l'interruption de sa grossesse qui doit être pratiquée avant la fin de la dixième semaine, dans un établissement public ou privé habilité.

C'est cette notion de "détresse" que contestent les opposants à l'avortement dans la mesure où, disent-ils, elle permet l'IVG pour "convenance". Et c'est justement cette même notion de "détresse", culpabilisante, que nous devrions, nous, condamner ; car une femme libre de son coprs et de sa vie ne devrait avoir à justifier ce choix que par rapport à elle-même. Ceci d'autant plus qu'on peut très bien imaginer, si la pression réactionnaire s'accentuait, que les législateurs soient amenés à codifier ou réglementer cette notion de détresse et par conséquent à resituer le cadre de "permissivité du délit".

La loi reconnaît au médecin une clause de conscience : il n'est jamais tenu de donner suite à une demande d'IVG, par contre il devra remettre à la femme une brochure lui indiquant les droits, aides et avantages offerts aux mères célibataires et les informations concernant l'adoption. La loi impose ensuite un entretien avec une assistante sociale ou un organisme agréé. Puis, après un délai de huit jours minimum, elle devra renouveler sa demande par écrit. Autant de précautions qui alourdissent le processus exigeant de la femme qu'elle se justifie aux yeux de la société.

La mineure doit avoir l'autorisation d'un de ses parents, sauf si elle est mariée ! Par contre elle peut poursuivre sa grossesse et abandonner l'enfant en vue d'une adoption, sans l'accord de ses parents. La femme étrangère devra, elle, être en situation régulière depuis au moins trois mois.

On le voit, cette loi imparfaite contient en elle-même des limites conséquentes, et si sa remise en cause aujourd'hui sur le plan idéologique est plus le fait de l'extrême droite, son application concrète est de plus en plus précarisée par des mesures gouvernementales.

LE PS ET SA POLITIQUE A L'EGARD DES FEMMES

Ces dernières années on a constaté une diminution des crédits alloués aux centres d'intervention volontaire de grossesse. S'il y a restriction budgétaire en

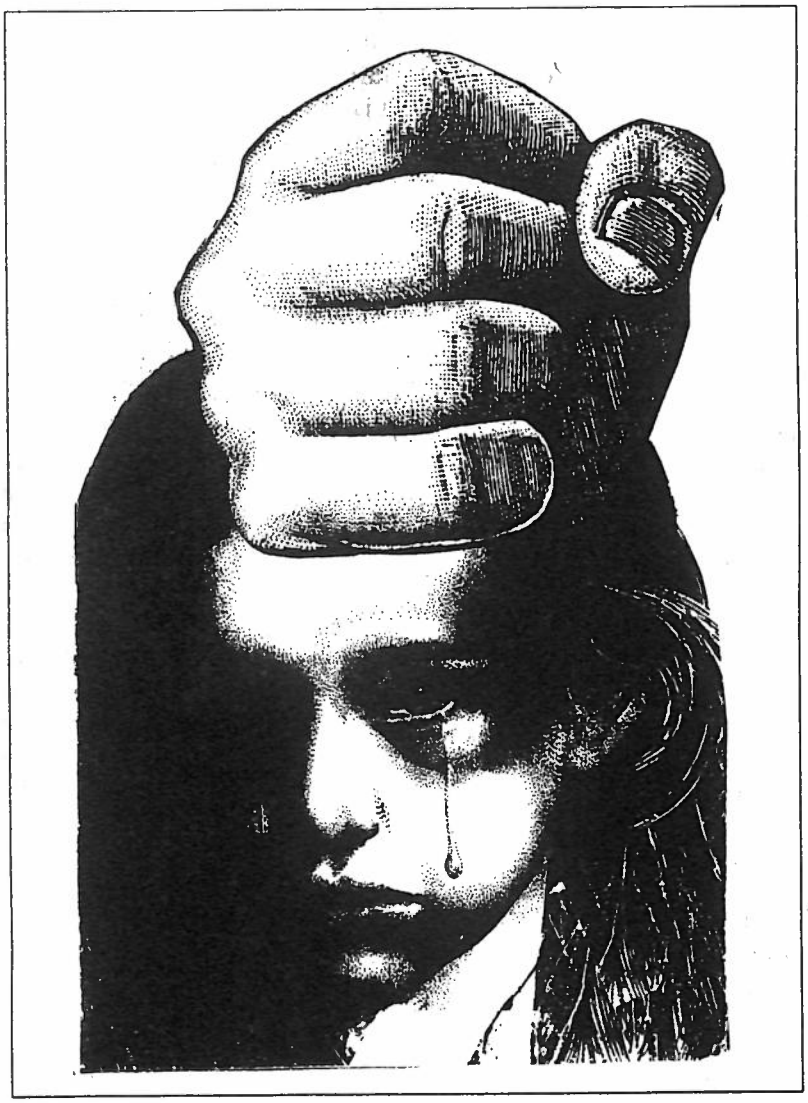
matière de santé publique, c'est souvent les moyens des CIVG qui sont touchés. Dernièrement Bérégovoy a annoncé une nouvelle restriction de 11 millions de francs dans ce secteur, suite aux coûts de la guerre.

Concernant les centres de planification, c'est la même chose, les subventions qui leur sont versées ont été diminuées voire supprimées. Depuis la loi de décentralisation, ils dépendent des Conseils généraux. L'effet s'en est très vite fait sentir. Dans certains endroits, des plannings ont fermé, dans d'autres ce sont les permanences qui ont été réduites, notamment le mercredi, ce qui est significatif lorsque l'on sait que les plannings touchent surtout les jeunes puisque les mineur(e)s peuvent y obtenir des contraceptifs gratuits.

D'autre part l'utilisation de la RU486, pilule abortive, est sévèrement limitée. D'abord parce qu'elle n'est pas remboursée au même titre qu'une IVG classique : elle représente un surcoût d'environ 1000 F. non pris en charge. Ensuite parce que la règlementation concernant son administration exige un équipement particulier en cardiologie. Le nombre de centres habilités à proposer la RU a donc largement diminué.

(1) "Filles, la fausse réussite scolaire" : *Le monde de l'Education* n° 173.

(2) API : Allocation d'environ 3000F. par mois versée aux personnes seules, sans emploi, avec un enfant, pendant les trois premières années de l'enfant.



Si on s'intéresse à la contraception, on s'aperçoit que non seulement l'action des plannings est entravée, mais aussi que la loi interdisant la publicité sur les contraceptifs est toujours en vigueur même si l'information est tolérée pour les préservatifs masculins lorsqu'il s'agit de prévention du Sida. De plus, les tabous sur la sexualité ne sont-ils pas toujours omniprésents et notamment concernant les jeunes lorsqu'on voit que dans les centres d'accueil pour jeunes en difficulté, on ne délivre qu'un préservatif par personne et par semaine, et qu'on va jusqu'à menacer les contrevenants (voir CAn°7) ?. Les préservatifs, d'ailleurs, ne sont pas remboursés, quant aux pilules anticonceptionneles elles ne le sont quasiment plus, puisque classées médicaments de confort (vignettes bleues, prise en charge à 4%) ; il n'en existe que deux ou trois marques qui soient prise en charge. Alors, quelle cohérence y a-t-il à se refuser à engager une réelle politique pour la contraception et continuer à pénaliser les IVG hors délais légaux ?

En terme de politique sociale, nos gouvernants n'ont rien fait pour aider les femmes à sortir de leur rôle traditionnel : crèches et garderies font toujours autant défaut. Au niveau de la formation, les filles continuent à subir une discrimination : aux garçons les filières industrielles et artisanales, aux filles l'habillement et les CAP et BEP tertiaires (1). Au niveau de l'emploi, c'est la ségrégation : avec un BEP d'électronique en poche, les garçons connaissent un taux de chômage de 15%, les filles de 44% (1).

Alors, à quoi sert de décréter l'égalité homme-femmes lorsque concrètement, rien n'est fait pour y arriver. Ce sont bien les femmes qui sont les premières victimes du chômage, du travail précaire. Dans une période où l'emploi devient un problème de société, on se demande si nos gouvernants n'ont pas intérêt à favoriser insidieusement le retour de la femme au foyer pour faire baisser cette courbe ascendante du chômage qui les dessert électoralement. Dans cette perspective, une mesure comme l'allocation parent isolé (2), prend toute sa signification, dans le sens où elle incite les femmes les plus démunies à faire des enfants pour pouvoir exister, survivre.

Danielle - Dominique;

LES FEMMES MISES A MAL

L'offensive du Pro-Life (anti-avortement) (1) contre les centres d'IVG ainsi que leurs pressions à tous les niveaux de l'administration US semble récompensée et marque des points contre ce droit des femmes.

■ USA

On connaissait déjà des Etats comme le Missouri qui avaient, sous la pression du lobby pro-life, décrété que les fonds publics seraient stoppés pour l'aide à l'avortement et les centre d'IVG.

On sait depuis peu que l'Etat du Dakota du Nord vient d'adopter la loi la plus restrictive des USA en ce domaine : une femme ne pourra être autorisée à avorter qu'en cas de viol, d'inceste ou lorsque la vie de la mère est en danger.

Aujourd'hui le lobby pro-life, avec l'aide et la bénédiction de G. Bush, porte un rude coup contre ce droit des femmes. La Cour suprême vient de statuer — pour tous les Etats —, que les cliniques (centres IVG) "financées" par les fonds publics fédéraux n'avaient plus le droit de conseiller aux patientes une IVG ; ni même d'en parler. Ce sont ainsi plus de 4000 centres de planification qui se retrouvent touchés par cette mesure.

Il va de soi que cette loi frappe plus durement encore les femmes des quartiers les plus défavorisés des Etats-Unis : femmes démunies, femmes noires, filles-mère, etc. Les pratiquant médicaux, médecins et infirmiers, de ces centres, non seulement ne pourront plus parler d'avortement comme moyen de planification familiale, mais il leur sera interdit de mentionner les centres qui pratiquent l'avortement.

Ce jugement de la Cour suprême (la plus haute instance fédérale) dont le texte soumis avait été rédigé par des conseillers de Reagan, est une nouvelle victoire du puissant lobby anti-avortement pourtant minoritaire, puisque selon le *Wall Street Journal*, 62% des Américains restent favorables au droit à l'avortement.

Pourtant, l'adoption un peu auparavant, par l'Etat du New Hampshire (un des plus conservateurs) de l'usage de la pilule abortive RU486 aurait pu laisser présager de bonnes dispositions en matière d'avortement et de contraception. Après l'Etat de New-York et la Californie, le fait qu'un Etat conservateur introduise par un acte sénatorial la RU486 était en soi un pavé dans la gueule des pro-life, et un élément positif dans la lutte contre un lobby d'autant plus puissant que Roussel Uclaf, qui commercialise cette pilule, hésite à l'affronter de peur qu'il se lance dans une campagne de boycott de tous les produits maison sur le territoire américain.

Notons tout de même que cette adoption au New Hampshire ne peut interférer dans les décisions fédérales qui prévalent dans cette terre de paradoxes.

Ce qui se déroule aux USA inspire l'attitude et les actions de "Laissez-les vivre" et autres commandos qui agissent en France.

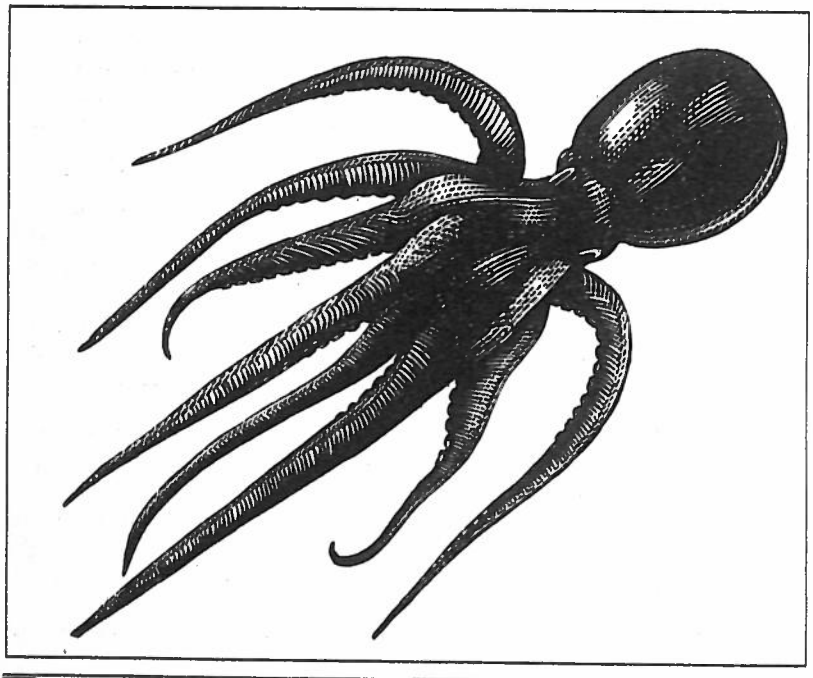
■ POLOGNE

L'avortement ne sera pas puni en Pologne, du moins pour le moment. Par 208 voix contre 108 et 14 abstentions, le débat a été reporté. Toutefois, les députés ont adopté un texte prévoyant que la nouvelle constitution devra garantir "le droit à la vie" et abroger la loi de 1956 qui autorisait l'avortement et qui était pratiqué par plus de 500.000 femmes annuellement ! Là encore les nouvelles dispositions vont à l'encontre d'une opinion publique favorable à l'IVG à plus de 60%.

Depuis la fin du régime stalinien, un puissant lobby anti-avortement animé par l'Eglise catholique et inspiré par le Pape (2) depuis le Vatican s'est mis en place et fortement structuré. Ce sont même des sénateurs de *Solidarité* (la fraction la plus réactionnaire) qui ont déposé la proposition de loi visant à interdire l'avortement : "Pénalisation de l'IVG pour quelque raison que ce soit, et deux ans de prison pour les femme délinquante". Finalement le projet adopté le 25 septembre sera moins sévère : "Avortement en cas

(1) Pour plus d'infos, se reporter à CA 6/7/9. ou se procurer la brochure *Le droit à l'avortement menacé* : ASTVMU, BP 170, 14000 Caen cedex, 5 F. plus frais de port.

(2) Est-il surprenant d'entendre durant son voyage en Pologne, le pape parler de "génocide" à propos de l'avortement, alors que déjà en 1990 l'association des médecins pour le respect de la vie, lors d'un pélérinage à Auschwitz et organisé par l'union des nations pour l'Europe chrétienne (UNEC) dénonçait déjà ce "nouveau génocide" et considérait la RU486 comme le nouveau Zyclon B :



de viol, d'inceste ou de danger pour le femme ; mais 5 ans pour ceux ou celles qui auraient forcé ou contraint par la ruse une femme à subir un avortement".

Les sénateurs de *Solidarité* (99%) espèrent peut-être avoir ainsi lors des prochaines élections législatives les voix des catholiques et autres curetons.

FRANCE

C'est la faute à la guerre !

Se référant à Mitterrand, P. Bérégovoy s'est mis à scier "les branches mortes" dans son budget. Ainsi, parmi d'autres, la suppression de 50.000 actions de formation pour les chômeurs de longue durée, soit 2,5 milliards, ou encore les restrictions dans la lutte contre la toxicomanie ; amputé de quelques 34,5 millions de francs, c'est presque 5 % du budget de fonctionnement d'un centre d'accueil, déjà si peu nombreux, qui disparaît.

Dans ce cadre d'économies, l'IVG se voit ranger elle aussi parmi les branches mortes. Et pendant que Michelle Andrée la secrétaire aux droits des femmes rappelle que "250.000 avortements clandestins étaient pratiqués chaque année avant la loi de 1975 — une bonne loi —, répondant à des situations de détresse et évitant de nombreux décès causés par les avortements clandestins", son collègue, le ministre des finances et néanmoins socialiste, ampute le budget IVG de 11 millions.

Si côté cour, les commandos anti-IVG veulent empêcher physiquement les centres de fonctionner (déjà plus de 40 attaques revendiquées), côté jardin c'est la politique "réaliste socialiste" qui précarise et asphyxie financièrement le bon fonctionnement des centres et peut remettre en question ce droit des femmes à l'avortement.

Caen le 10.06.91

En **Irlande**, après l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi libéralisant la vente des préservatifs "prévoyant l'âge légal d'achat à 17 ans et sans prescription médicale ainsi que l'extension des lieux de vente", l'Eglise irlandaise catholique s'est mobilisée derrière son archevêque D. Cliffort. Elle mène l'offensive sur le terrain par le biais des associations de parents d'élèves sur lesquelles elle a la main-mise et par de multiples pressions contre la majorité du gouvernement. A suivre...

Communiqué

L'avortement menacé
DEFENSE DE L'AVORTEMENT

Depuis un an environ, des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) font l'objet d'attaques par des groupes-commandos d'intégristes. Face à ces attaques, aux contraintes budgétaires et aux mesures d'austérité, le droit à l'avortement se trouve menacé

C'est sur ce thème que nous avons organisé trois réunions d'information et de discussion dans la région parisienne. Un récapitulatif des différents centres attaqués puis un descriptif des commandos permettra de mieux cerner et de connaître leurs origines, leurs liens avec les télé-évangélistes américains (véritable lobby politico-financier aux USA), leurs réseaux et leurs activités aussi subtiles que crapuleuses.

Parmi cet éventail de groupes, l'accent sera mis plus particulièrement sur ceux qui de par leurs réseaux, sont les plus virulents et activistes ; citons "SOS tout petit", "la trève de Dieu", ou "mère de la miséricorde", sans oublier le trop connu "laissez-les vivre". Et il y a aussi le discours anti-avortement de l'extrême droite avec les propos d'un Le Pen qui n'hésite jamais à imager par des injures sexuelles, "putain", baisées", "violées", sa conception de la vie publique. Discours possible et permit qui s'inscrit dans un contexte plus global d'attaques contre les femmes et le renforcement de l'ordre moral qui réabilite insidieusement la famille, ou le rôle de la femme se réduit à celui de mère (exclusion du monde du travail, politique familiale, API, etc.)

Il faut aussi mettre l'accent sur :

- L'intégration des opposants à l'avortement dans les institutions. La nomination de Durieux comme ministre de la santé, farouche adversaire, au côté du FN, de la pilule abortive RU486 ; la nomination de nombreux intégristes dans les comités d'éthique locaux.
- La politique "socialiste" du gouvernement où les femmes les plus démunies ne peuvent exister socialement et financièrement qu'en ayant des enfants (API, allocation parents isolés).

En outre, il faut rappeler que la loi sur l'IVG contenait toujours certaines restrictions (délai légal de dix semaines, l'autorisation parentale pour les mineures, la preuve pour les étrangères de plus de trois mois de résidence en France) et que de plus, certaines régions étaient dépourvues de CIVG ; l'interdiction de publicité sur la contraception et l'IVG ainsi que les restrictions des dépenses de la santé qui aboutissent à des suppressions de vacations de médecins mis à la disposition des centres CIVG.

Restriction pour les centres de planification qui, passés sous tutelle des conseils généraux (loi de décentralisation oblige), se retrouvent dépendant des politiques.

Non remboursement de certaines pilules (minipilules qui peuvent être prescrites à des femmes présentant des pathologies comme le diabète, etc.)

Tout cela se situe dans un contexte de retour à l'ordre moral que les socialistes bien loin de combattre, se retrouvent finalement à appuyer et à accepter pour tenter de se maintenir au pouvoir.

Il est urgent d'en débattre et de voir comment des luttes peuvent redémarrer sur ces questions.

CRISE DU FORDISME ?

Nous assistons à la fin du modèle de croissance, caractérisé par une production industrielle de masse, qui a sévi dans les pays occidentaux de l'après-guerre jusqu'au début des années 70 (période connue sous le terme "les trente glorieuses"). Cela se traduit par une modification du rapport salarial caractérisé par le contrat à durée indéterminé qui correspondait aux besoins de stabilité nécessaire à la reproduction du modèle fordiste (1)

Quatre types de facteurs expliquent la crise de ce modèle :

- l'extension du modèle taylorien (2) d'organisation du travail devient contre productive pour deux raisons : la complexité croissante du processus productif incite à une plus grande souplesse dans l'utilisation de la main-d'oeuvre. Cela remet donc en cause la structure hiérarchisée des grandes unités de production industrielles. Le rapport de forces lié à cette organisation du travail est devenue trop favorable aux salariés ; ils peuvent ainsi imposer de fortes augmentations salariales qui vont à l'encontre du ralentissement des gains de productivité ; cela conduit à un processus inflationniste.

- La production de masse appelle des marchés de taille mondiale. La recherche de nouveaux marchés, l'intensification de la concurrence imposent une recherche de gain de productivité et une plus grande souplesse de réorientation de la production, plutôt qu'un accroissement quantitatif de cette dernière.

- Le fordisme suscite des coûts sociaux croissant car la finalité n'est autre que d'insérer durablement les salariés en tant que producteurs, mais aussi en tant que consommateurs. Cela implique un accroissement des dépenses collectives dont la pression devient insupportable lorsque la croissance se réduit.

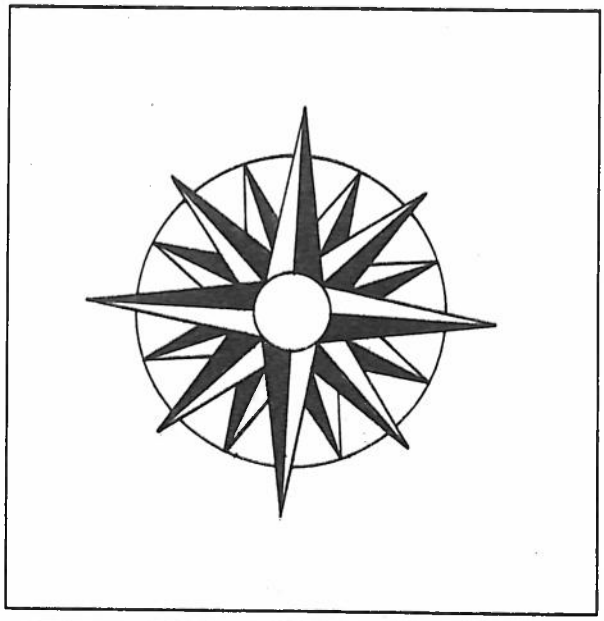
- Les normes de consomamtion se sont modifiées ; les techniques de production doivent s'adapter à une demande qualitative plutôt que quantitative.

"La crise actuelle serait une remise en question du rapport salarial monopolistique et, en conséquence, de la segmentation antérieure du marché du travail. Les stratégies de fragmentations des collectifs de travail, la recherche de la flexibilité, reflèteraient un dynamisme nouveau de la petite entreprise. Elle induirait la diffusion de la précarité et des formes particulières d'emploi, l'aménagement flexible du temps de travail et l'individualisation des salaires. Il s'agirait d'un nouveau développement du marché secondaire du travail (celui des entreprises "périphériques" du mode de croissance monopolistique), producteur de chômage croissant" (3)

"Le respect des lois du marché exige que le salaire soit directement lié à la productivité du travail. Celle-ci étant faible dans les secteurs les plus à même de se développer, les pouvoirs publics sont amenés à choisir entre la lutte contre les inégalités de revenu (en aidant au développement des secteurs industrialisés à productivité forte au détriment de celui des services), favorisant ainsi la multiplication des bas salaires" (4).

"La crise a eu pour effet de renforcer les pratiques de déclassement dans le travail et de surqualification à l'embauche, notamment dans les secteurs à statuts instables" (5)

Selon l'enquête de Marie-José Voisin sur le suivi des chômeurs "le modèle du contrat à durée indéterminée, dominant depuis la fin de la seconde guerre mondiale, commence à être remis en cause, surtout parmi les jeunes. Il semble maintenant presque naturel que ceux-ci aient à vivre une période de "transition professionnelle" qui conduit une grande partie d'entre eux à commencer leur vie professionnelle par des emplois précaires ou des stages. Mais la précarité s'étend aux adultes ainsi d'ailleurs que les risques de déclassement. C'est donc à travers le chômage que s'effectue la remise en cause du modèle de l'emploi à durée indéterminée" (6).



(1) Fordisme : instauration d'un nouveau modèle d'exploitation basé sur la production de masse (travail à la chaîne) et sur la consommation de masse. En effet, les concepteurs de ce modèle ont découvert qu'il y avait un marché à l'intérieur même des sociétés capitalistes qui n'était pas exploité : l'ensemble des travailleurs. Cela se traduit par l'augmentation des salaires, des facilités de crédits. L'économiste Keynes systématisera ce modèle et inventera ce que l'on appellera plus tard "l'État providence".

(2) Taylorisme : méthode qui invente le travail parcellisé, à la chaîne. Fordisme et Taylorisme sont étroitement liés ; le second étant un élément du premier.

(3) François Méchon "les thérories con-temporaines du marché du travail, con-tribution à Economie sociale

(4) Simon Wuhl : du chômage à l'exclusion, ed. Syros (beaucoup d'informations de cet article sont extraites de cet ouvrage).

(5) idem

(6) Marie José Voisin " Les difficultés d'insertion des chômeurs", Economie et statistique, avril 89.

Tableau extrait du "*Chômage à l'exclusion ?*" de Simon Wuhl (ed. Syros)

	Part des CLD dans le chômage total	Taux de chômage
1974	10%	3,7%
1980	23,5%	6,2%
1987	32%	10,5%

CLD : chômeur à longue durée.

"Il apparaît de plus en plus clairement aujourd'hui que l'embauche sur contrat à durée indéterminée se fait en direction des travailleurs déjà pourvus d'un emploi, ou des chômeurs de fraîche date alors que s'alourdit le stock de chômeurs de longue durée et de très longue durée. Un stock de chômeurs de plus de 24 mois d'ancienneté connaît aujourd'hui un taux d'accroissement supérieur à celui enregistré pour l'ensemble des demandeurs d'emploi de longue durée"

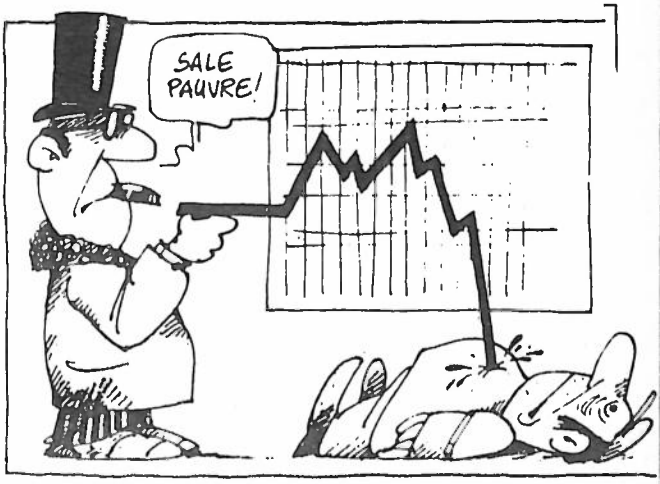
"Si la probabilité d'être chômeur de longue durée croît de manière importante avec l'âge, il n'en reste pas moins que le chômeur adulte (25/49 ans) représente aujourd'hui la majorité de la population en recherche d'emploi depuis plus d'un an. Aussi je confirme l'accélération d'un processus de sélectivité du marché du travail et d'enfoncement dans la très longue durée d'une part de plus en plus importante de la population" (7)

(7) Didier Gelot, Le chômage de longue durée en évolution, grand angle sur l'emploi, revue ANPE, décembre 89.

Les processus de déstabilisation professionnelle restent différenciés, à niveau de qualification équivalente, dans les classes d'âge et de sexe. Les chômeurs de 25 à 49 ans ne retrouvent pas un emploi facilement : la moitié des hommes et seulement un tiers des femmes déclarent travailler quinze mois plus tard (enquête "suivi des chômeurs", 8 avril 89)

En conclusion crise du fordisme signifie donc mise en place de la société duale avec comme corolaire le développement de la précarité.

J.C.



CRISE DES BANLIEUES

■ CRISE DE LA SOCIETE DUALE

Le 25 mai, Mantes-La-Jolie fait à son tour la une de l'actualité ; le Val Fourré s'embrase !

Comment en est-on arrivé là ? Pendant les trois semaines qui précédèrent ce fameux week end on assista à un déploiement de CRS significatif avec comme conséquence des contrôles musclés, des tabassages (1), etc. Il est bien évident qu'un fort ressentiment à l'égard des forces de police en est la suite logique. Lors de cette fameuse nuit du 25 mai se déroulait une soirée, dans la patinoire qui se trouve à l'entrée du Val Fourré. Plusieurs personnes qui tentèrent de rentrer pour participer à cette fête, furent refusés. Il s'en suivit quelques échauffourés et les responsables de la patinoire appélèrent les flics. Les causes immédiates de la révolte étaient donc réunies et il n'est pas étonnant qu'elle ait explosée.

(1) Alors qu'un professeur de gymnastique effectuait un footing, il fut pris à parti par les CRS et tabassé sans aucune raison ; résultat le port d'une minerve pendant plusieurs jours. Lors d'une fête foraine plusieurs enfants du Val Fourré furent également matraqués par les CRS.

■ CRISE DES BANLIEUES

Mais au-delà de cette lecture événementielle il faut tenter d'analyser les raisons profondes de la crise que connaissent les banlieues. Deux éléments interdépendants en sont à la base : l'exclusion sociale (voir article sur la "crise du fordisme ?" pour en comprendre le mécanisme) et la destruction des tissus sociaux qui a pour effet la montée de l'individualisme.

A la notion d'exclusion sociale on est obligé d'ajouter celle de précarité. Qu'est-ce qu'un précaire ? C'est quelqu'un qui, chômeur ou intérimaire, est exclu de la sphère de la production (la création du RMI signifie que l'Etat reconnaît qu'une partie de la population sera à jamais à l'écart du marché du travail) ; c'est toute personne qui, en âge de travailler, n'a pas de contrat à durée indéterminée (CDI). Les conséquences sociales sont immédiates : les offices HLM refusent de louer des appartements aux précaires qui n'offrent pas assez de garanties ; les bailleurs exigent des CDI. Il serait intéressant de connaître le nombre de familles qui hébergent certains de leurs membres ayant plus de 25 ans. Il y a fort à parier que le chiffre est en augmentation. Pour les mêmes raisons les organismes de crédit refusent de prêter de l'argent à ces précaires. Une fraction de la population en augmentation est donc, si la situation ne change pas, dans une

impasse totale, sans perspective et dans une insécurité quotidienne du fait de l'instabilité de l'emploi.

La destruction des tissus sociaux fait que seul compte son "look", sa bagnole, son appartement. Le collectif n'a que peu d'importance et même plus de sens ; la vie collective du quartier n'a plus aucun enjeu. L'idéologie des "gagneurs" a fait ses ravages. Aux Mureaux, par exemple, beaucoup pensent "qu'ils sont des loups dans un monde de loups".

Il n'est donc pas étonnant que les révoltes se concrétisent par la casse des centres commerciaux et des lieux publics du quartier dans lequel on vit. Le quartier est le lieu de l'ennui, de l'échec voire même de la mort ; le centre commercial est le symbole de la consommation dont on veut nous exclure ; les lieux publics représentent le pouvoir responsable de cette situation.

■ LES REPONSES DE L'ETAT

Pour l'instant, en prévision de l'été, les réponses de l'Etat sont de deux ordres : activisme et répression (2). Le gouvernement propose d'envoyer des jeunes à la campagne, débloque des crédits pour organiser des concerts et autres festivités ludiques ou sportives. Cela ressemble plus à un bricolage qu'à une réelle volonté d'aborder les problèmes de fond qui ont pour origine le processus de dualisation de la société. On proposait jadis, sous l'empire romain, du "pain et des jeux" au peuple, pour le distraire de l'écrasement qu'il subissait ; nos démocraties modernes utilisent les mêmes recettes que l'Empire il y a 2000 ans.

Il est clair que l'Etat ne pourra aller à l'encontre de cette tendance. Dans l'article "Crise du Fordisme ?" j'ai tenté de montrer que la réponse capitaliste à la crise est bien de marginaliser une catégorie de la population. "L'innovation conduisant à la croissance engendre ainsi la polarisation, la marginalisation, le déplacement fonctionnel, la dépossession et, conjointement, une prédisposition croissante à la violence dans les systèmes industriels avancés... Dès lors, il n'est pas surprenant que des pays actuellement aussi différents par ailleurs que la Grande-Bretagne, La France et les Etats-Unis soient confrontés à de telles tendances dans le contexte de désindustrialisation et de croissance nulle. Ils ont tous connus l'augmentation du chômage et de la marginalisation. Le besoin de moderniser est devenu quasi inéluctable. Cette réalisation dépend presque exclusivement d'un accroissement de la productivité qui se fera grâce à l'innovation, à l'élimination des usines non rentables et subventionnées, et en se fiant de plus en plus à l'influence du marché pour assurer, définir et déterminer les fonctions et l'utilité de chaque secteur économique. Ainsi, dans des pays comme la France, cela signifie qu'une étroite collaboration entre gouvernement et industrie pour la recherche et le développement figure en tête des priorités. Cette collaboration favorise surtout une technologie de pointe basée sur l'information et une croissance nécessitant de gros capitaux.

"La France est en effet un bon exemple dans ce domaine. L'élite technocratique exerce une grande influence sur les secteurs publics et privés. Elle propose des programmes politiques qui l'emporteront sur ceux des partis. Des considérations technocratiques par exemple, ont prévalu sur les "110 thèses" originelles du gouvernement socialiste de Mitterrand. Contrainte d'opérer une volte face drastique, la politique de restriction menée en 83 et 85 avait des conséquences semblables à celles mises en place par Thatcher en Angleterre ou par Reagan aux USA." (3)

Dans ce contexte la seule réponse réelle que l'Etat peut apporter est répressive et autoritaire. Les discours sécuritaires en sont la matrice : îlotiers, déploiements de plus en plus important des CRS, etc. (voir encart sur les mesures prises).

C'est vrai que l'insécurité existe ; que des gens se font agresser, qu'il y a des vols de toute nature. Tout ceci rend la vie sur les quartiers difficile. Le nier serait faire fi de la réalité. Mais tout ceci vient en grande partie du fait que la vie collective dans les ghettos n'a plus aucun enjeu, que le sentiment d'appartenance n'existe plus, que l'on se moque totalement de ce que peut vivre le voisin, etc. Tout ceci conjugué avec l'insécurité qu'engendrent le chômage et l'exclusion.

Face à ce phénomène, les réponses sécuritaires sont totalement irréalistes. Elles ne prennent pas en compte le problème de l'atomisation sociale, le repli sur la famille nucléaire. Au contraire elles renforcent le processus de délation, de suspicion, donc le repli sur soi. En outre, si on veut contrôler efficacement un quartier, une ville, cela suppose que la moitié de la population surveille l'autre moitié en permanence (4) ;

(2) Les différents textes de Delebarre portant sur la ville ne peuvent être pris en considération : nous avons vu que le logement social n'est plus destiné aux précaires.

(3) D.E. Apter, Pour l'Etat, contre l'Etat, Economica p. 22

(4) La réalité du métro est à ce titre édifiante. La RATP a installé des caméras et cela n'a pas suffi. Elle a donc fait appel à un nombre supplémentaire de flics, et maintenant des vigiles circulent en permanence. Tout ceci n'a pas rendu le métro plus sûr pour autant !

l'Etat sera amené à carcéraliser les quartiers dits chauds, ou à pratiquer une politique de nomadisation (5).

Dans l'immédiat le gouvernment essaye de criminaliser ce qu'il appelle les casseurs (6) et les agitateurs (entendons les militants). Lors de l'émission 7 sur 7 sur TF1 du dimanche 16 juin, le ministre de l'Intérieur déclarait qu'il suffirait de mettre hors d'état de nuire une centaine de casseurs pour que le Val Fourré retrouve sa sérénité !

De même, selon le maire de Mantes-La-Jolie, "la mouvance gauchiste libertaire du journal Mordicus (7) avait une réelle influence sur Youssef" (Algérien de 23 ans abattu par un policier) et certains de ses camarades (Le Monde du 13 juin 1991).

En résumé, la stratégie de l'Etat est triple. Tout d'abord tenter de nomadiser les quartiers. En même temps proposer des activités ludiques, culturelles et sportives en s'appuyant sur un éventuel tissu associatif contrôlé par les responsables locaux, régionaux et nationaux (8). Enfin, faire en sorte que les gens trouvent des stages de petits boulots, mais qui en fait ne remettent pas en cause le statut de précaire.

S'il n'y a pas une rupture sociale et politique on peut déjà dire qu'une partie de la population est sacrifiée puisque marginalisée.

En fait, plutôt qu'une crise de banlieue, nous vivons la crise de la dualisation de la société ; que celle-ci s'exprime dans les banlieues est tout à fait logique. C'est dans les quartiers-ghettos que sont concentrées les premières victimes de ce processus.

Pour lutter contre cela il est évident que si on se bat exclusivement contre la précarité on va à l'échec pour la simple.raison que l'on construirait une dynamique sur une image de "lépreux de la ville". Or Il importe de formuler une identité sociale positive pour tenter de redonner un sens à la vie collective, de recréer des utopies qui peuvent servir de perspectives. Dans cette construction, la convivialité devra être une dimension importante à condition de n'être pas artificiellement importée par des mesures technocratiques et mise en œuvre par des "professionnels de la communication et de l'éducation".

J.-C.

(5) Police rapprochée, îlotier, activités sportives avec des flics. Tout ceci n'a d'autre finalité que banaliser la présence policière pour qu'elle soit plus efficace pour la répression. Les Algériens et les Kanak conservent un triste souvenir de cette tactique répressive.

(6) La mort de la policère à Mantes-la-Jolie est une aubaine pour le gouvernement. Cela lui a permis de retourner l'opinion et renforcer le consensus autour de la politique sécuritaire qui avait été un peu entamé en raison des circonstances de la mort d'Aissa Ihich.

(7) Des militants du journal Mordicus avaient collé une affiche sur le Val Fourré la veille du Rodéo qui disait entre autres : "C'est pas à l'école, dans les lycées-ghetto qu'on apprend qu'la bagnole c'est pour les rodéos..." Ce type de discours traduit une fascination de l'esthétique de la violence et n'est guère porteur de perspectives.
Il faut en outre être bien crédule... ou manipulateur pour penser qu'un tract ou une afiche puissent engendrer de tels faits. L'Etat ne peut penser qu'en termes de chefs, d'ordres donnés et reçus, jamais en terme d'autonomie.

(8) Dispositif institutionnel de la formation 20 jeunes pour les quartiers émanant de la direction départementale de la jeunesse et des sports des Yvelines. "Les jeunes visés par ce projet sont déjà connus. Les sites les ont en effet repéré sur le terrain et ont décidé de parier et d'investir, soit parce qu'ils ont eu une première expérience probante dans l'animation directe du quartier, soit parce qu'ils ont démontré une capacité naturelle à excercer une certaine forme de leadership sur le quartier. Dans les deux cas, ils sont le chaînon manquant entre les jeunes et les adultes et ont fait preuve de leur enracinement dans les quartiers". L'autonomie c'est vraiment un combat !

LES MOYENS POLICIERS MIS EN ŒUVRE PAR L'ETAT POUR" REGLER" LE PROBLEME DES BANLIEUES

PARIS, 12 juin (AFP) - Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé aux préfets des départements de la région Ile-de-France qu'il a reçus mercredi soir, la création d'une cellule de coordination des effectifs de police de la région parisienne pour permettre des "interpellations immédiates" en cas de besoin, a-t-on compris de source autorisée.

Composée de commissaires auprès du Directeur général de la Police nationale, cette cellule sera en permanence à la disposition des préfets pour décider en temps réel d'envoyer les effectifs de CRS nécessaires, y compris d'un département à l'autre, permettant de procéder à des "interpellations immédiates" entrant dans le cadre des "consignes de fermeté."

En terme d'effectifs, aux 700 gardiens de la paix affectés en région parisienne depuis le début de l'année, vienennt s'ajouter d'ores et déjà, six compagnies de CRS.

Par ailleurs, des élèves gardiens de la paix, à l'issue de leur sixième mois de formation, seront provisoirement affectés dans les banlieues en attendant que les 1000 emplois budgétairement créés pour 1991 soient pourvus avec l'arrivée des nouvelles promotions proches de leur fin d'étude.

En outre, polices urbaines, police judiciaire et renseignement généraux ont reçu pour consigne de communiquer aux Parquets toutes leurs notes concernant la délinquance tandis que les préfets sont engagés à faire connaître aux médias l'ensemble des avections en faveur de la jeunesse réalisée dans leur département.

Pour lutter contre la "délinquance mobile", un plan en deux volets va être "dans les prochains jours" soumis au Premlier ministre.

Il comprend "une sorte de conseil de surveillance" qui sera présidé par le Directeur général de la Police nationale, M. François Roussely où siègeront notamment des représentnats de la RATP et de la SNCF et qui aura pour tâche de "définir une politique d'intervention et de répression sur l'ensemble du réseu ferré régional.

Il disposera pour ce faire d'un service de police unique sous les ordres du Préfet de police de Paris dont la compétence sera étendue du seul territoire de la Capitale aux terminus des lignes RATP comprenant le RER où rien n'existe actuellement tandis que la Brigade des chemins de fer, dépendant de la Police de l'air et des frontières, continuera d'assurer sa mission sur les lignes SNCF de la banlieue.

L'ARNAQUE ?

Les grèves de la faim entamées par les déboutés du droit d'asile se sont arrêtées dans les jours qui ont suivis la manifestation nationale du 25 mai, parfois avec rancœur. Le manque de garantie, le peu de confiance ressentis alors par certains, semblent prendre hélas, cinq semaines après, toute leur acuité.

Les grèves se sont donc terminées à Bordeaux, Fameck, Val de Reuil, Paris, Mulhouse, Strasbourg et Creil devant les promesses gouvernementales : régularisation de la situation des grévistes, réexamen des demandeurs d'asile déboutés arrivés avant le 1/1/1989, modification des conditions d'octroi du droit d'asile (revoir en conséquence le fonctionnement de l'OFPRA).

Dans les premières entrevues avec Blanco, nouveau ministre chargé des Affaires Sociales et de l'Intégration, quelques promesses avaient été faites à titre "confidentiel", aucune déclaration publique ne serait prononcée sur la régularisation de TOUS les grévistes de la faim, sur le fait qu'aucun demandeur d'asile ne serait expulsé jusqu'à la promulgation de la circulaire. Des échéances électorales approchent et la gauche, comme toujours, montre son courage politique...

DES NÉGOCIATIONS INEXISTANTES

Sur Paris, les tractations se font entre le Ministère et le Réseau (regroupement d'associations travaillant sur le problème de l'immigration : FASTI, CIMADE, diverses associations immigrées...). Or, de l'avis même du Réseau, pourtant pas animé d'intentions franchement radicales, il n'y a jamais eu négociation en 5 semaines. Il n'y aura eu qu'échange de points de vue, sans jamais de rapprochement. De fait, non seulement le gouvernement en est resté à ses déclarations publiques mais même sur ces positions-là, il y a recul. L'OFPRA, d'organisme dont le fonctionnement laisse à désirer, est devenu la panacée, quant au réexamen dans un sens favorable des déboutés, bien des signes laissent à penser que peu bénéficieront de mesures clémentes et qu'au contraire les conditions d'octroi risquent de devenir encore plus restrictives.

Il n'est pas impossible non plus que sur les quelques 200 grévistes, quelques-uns restent sur le carreau...

Les événements des dernières semaines devant la surenchère des discours de la classe politicienne sur le terrain de l'immigration laissent planer de lourdes menaces : durcissement voire provocations de"l'Intérieur" (à Bordeaux, le 10 juin, un débouté Turc a été arrêté et enfermé au centre de rétention en attente d'expulsion ; l'intervention d'une centaine de personnes devant le centre à l'appel du comité de soutien a sûrement été pour beaucoup dans sa libération le lendemain. A Paris, interdiction de la manifestation nationale du 15 juin au dernier moment alors que celle-ci était déjà annoncée depuis plusieurs jours) ; à "l'Intégration", on parle de regroupement familial encore plus restrictif, d'une accélération des reconduites à la frontière, d'une augmentation des refus de visa... et bien sûr les discours (dérapages ?) de certains dont l'énoncé du nom dégagerait certaines odeurs... Enfin, pour corser le tout, l'expulsion du Marocain Diouri, réfugié politique en France depuis près de 20 ans. On se demande où cette escalade va s'arrêter !!!

VERS DE NOUVELLES ACTIONS ?

Tout ceci doit nous interpeller et nous amener à beaucoup de vigilance d'autant plus que l'échéance de la circulaire étant fixée fin août, voilà une période propice pour faire passer n'importe quoi.

C'est pourquoi le comité bordelais a appelé à une manifestation le samedi 29 juin où quelques 200 personnes ont montré qu'elles étaient toujours sensibilisées et mobilisées tant que toutes les revendications ne seraient pas prises en compte : carte de 10 ans pour tous les déboutés arrivés avant le 1/1/90, réexamen des dossiers dans un sens favorable pour ceux arrivés après cette date.

Il semblerait également que des mouvements de grève de déboutés viennent de démarrer à Orléans et Grenoble. L'été ou la rentrée seront-ils chaud ?

Bordeaux, le 2 juillet

L'AFFAIRE BRIERE

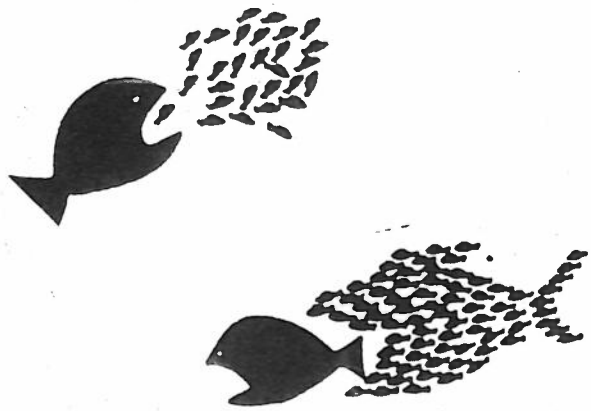
Le 29 mars 1991, Jean Brière, un responsable historique des Verts, signait un texte, intitulé "le rôle belligène d'Israël et du lobby sioniste", destiné à être discuté à l'intérieur du parti écologiste. Acheminé entre les mains de quelques officines du tout Paris socialiste, vaguement écolo, et précisément sioniste par des individus sans scrupule, peu avides de vérité et ayant de l'information une conception relevant davantage du Sirpa que du journalisme d'enquête, le texte fit immédiatement scandale avant même d'être débattu chez les Verts, mettant ceux-ci dans une situation d'embarras telle qu'ils ne s'en sont encore pas relevés. C'est que le texte de Brière est, paraît-il, antisémite. Ce qui n'est pas une mince affaire venant d'un membre réputé à la gauche (et même parfois qualifié de libertaire !) d'un parti lui-même vaguement à gauche ! Le Monde et Libération mènent alors vigoureusement une campagne qui ressemble à s'y méprendre à une cabale.

Pendant huit jours la presse ne nous dit rien de ce texte sinon son titre. Autrement dit on essaie de nous faire accepter que cette simple phrase "rôle belligène d'Israël et du lobby sioniste" est antisémite.

Belligène : qui provoque la guerre. Ce "gène" que l'on peut accoler sans grand risque d'erreur à tout Etat deviendrait une preuve irréfutable de racisme dès lors qu'il serait accolé à Israël ? Nommer le lobby juif serait-il devenu un crime contre l'humanité alors qu'en 1978, Nahim Goldman, le président du congrès juif mondial, demandait au président Carter de "briser le lobby juif force de destruction, obstacle à la paix au Moyen-Orient", et ne fut pas taxé d'antisémitisme ? Il est vrai qu'aux USA le lobbying est un fait de société que nul ne cherche à cacher, un élément clé dans le fonctionnement des institutions, alors qu'en France, faire allusion à des lobbies semble encore une obscénité destiné à mettre à mal le fonctionnement supposé limpide et démocratique de nos institutions. Aux USA, Juifs et non Juifs, antisémites ou non, parlent en le nommant du lobby Juif, au même titre que des dizaines d'autres.

Au bout de quelques jours la presse, plus ou moins phagocyté par le lobby socialo qui, soit dit en passant, s'est construit au cours de ces dix années une omnipotence et un contrôle forcené sur toutes les institutions culturelles et informatives, lève un coin du voile ; on nous en livre un peu plus sur ce texte, en en citant une phrase dans laquelle Israël y est défini comme "Etat raciste, théocratique, militariste, expansionniste, ayant une politique fondée sur une logique de guerre permanente". La belle découverte !

Il faudra attendre encore quelques jours pour apprendre que le texte incriminé comporte "une liste de noms juifs". Bien sûr accoler les termes de liste et de juif fait tout de suite penser à la déportation, aux camps... pas besoin de préciser davantage, le but est atteint, Brière est vraiment antisémite et ainsi la boucle est bouclée : on ne peut attaquer Israël sans être de ceux qui dressent des listes de Juifs ! Le premier objectif est atteint et par la même occasion un second tombe dans l'escarcelle de nos honnêtes socialistes : discréditer les Verts qui mettent trop de temps à condamner Brière et ne le font qu'avec des pincettes pour certains. Ce n'est que le 16 juin que les Verts Rhône-Alpes décident de suspendre le "monstre" de ses mandats et de ses fonctions au sein du parti pendant un an. Le même jour Brice Lalonde s'engouffre dans les tergiversations des Verts comme la vermine sur une plaie et déclare : "Plus le parti Vert



S'UNIR POUR RÉSISTER

s'empêtre dans cette affaire et plus il dégrade l'image de l'écologie". Ce qu'il oublie de dire, bien entendu, c'est que la diffusion massive de la lettre auprès de la presse — qui ne la cita pas, rappelons-le — avait aussi pour objectif de monter une cabale contre cette organisation qui dérange de plus en plus le PS et dont Lalonde s'est chargé de régler son compte par tous les moyens surtouts les plus malhonnêtes ; les plus honnêtes, à savoir mener une véritable politique de l'environnement, étant strictement hors de sa portée. Depuis l'époque où il fut au bureau de l'Unef avant 68, en passant par les "amis de la terre" jusqu'au ministère de l'environnement, Lalonde poursuit une longue carrière de politicard de couloir, accumulant les coups fourrés, les prises de pouvoir au mépris de sa base, la duplicité et l'abjection, tout en étant très soigneux de sa mise et de son image de marque.

Les Verts tombent dans le panneau qui leur est tendu ; au lieu de brocarder ceux qui soutiennent l'antisémite Walesa et de les prier de balayer devant leur porte, au lieu de dénoncer le sionisme qui a besoin de l'antisémitisme et au besoin le construit, au lieu d'engager publiquement un débat de fond sur la Guerre du Golfe qui aurait fait du bien à tout le monde en cette période où le non-dit et le mensonge tient lieu de vie intellectuelle, ils sont rentrés dans le débat au ras des paquerettes qu'on leur imposait, montrant par là même qu'il étaient bien installés dans le même fonctionnement politicien que leurs adversaires d'aujourd'hui. Brière est remplacé par un Jean-Marc Bazy, qui n'est adhérent que depuis 1990 et qui rappelle dès son intronisation "qu'il condamnait sans ambiguité le texte antisémite de Brière". Vous voyez que l'on peut encore arriver, et vite, chez les Verts.

Mais qu'en est-il de cette fameuse liste dans le texte de Brière ?

Résumons. Des chiffres tout d'abord : il y a aux USA 2,6 % de la population qui se dit juive. Or parmi les milionnaires ce chiffre atteint 20%. Vrai ou faux ? Vrai bien sûr nul ne le nie, mais il ne faut pas le dire.

Il existe aux USA une "Americain Israël Public Affairs Committee" (APAIC), organisation tout à fait légale et ayant pignon sur rue et qui est justement le représentant du lobby juif. Vrai ou faux ? Vrai car c'est écrit partout et nul ne le conteste, et surtout pas les communautés juives, qu'elles l'acceptent ou la condamne. Brière précise qu'en France il n'y a pas d'équivalent de l'APAIC mais qu'il y a un fort courant sioniste dans le PS.

Récemment une affaire concernant l'ambassadeur d'Israël en France secoua une partie de la presse et de l'opinion israëlienne qui venait de découvrir d'Hovadia Soffer avait largement dépassé les limites conventionnellement convenu concernant la durée d'une charge diplomatique dans un même pays ; que de nombreuses tâches habituellement départies à un ambassadeur n'étaient que partiellement effectuée. La belle affaire! On sait bien que le rôle d'Hovadia Soffer est davantage de faire vivre un courant pro-sioniste en Europe, d'entretenir des relations d'amitiés avec ceux qui peuvent lui être utiles au bon moment, de susciter des vocations tardives pro-israëliennes, bref de jouer un rôle de public relation au profit de ce que la presse a présidément à propos de cette affaire appelé le lobby juif sans que nul n'y trouve à redire, que de représenter son pays au sens strict du terme diplomatique !

Et qu'en est-il de cette fameuse liste ? D'abord il ne s'agit pas seulement de journalistes à propos desquels Brière nous dit "Dans la presse, rares ont été les gens comme Krawetz qui n'ont pas cédé à l'hystérie ambiante" pendant la guerre du Golfe (nous n'irions pas quant à nous jusque là s'agissant de Krawetz qui ne fut qu'un peu moins belliciste que les autres) ; il s'agit d'intellectuels juifs, et qui se désignent comme tels, dont il livre des citations à propos de cette guerre ; des professions de fois toutes plus bellicistes les unes que les autres, dénuées de tout esprit critique, de toute méfiance vis-à-vis des causes officielles de cette guerre, exprimant un soutient sans faille à l'Etat d'Israël et aux USA. Bref, Brière suggère que le lobby juif a fait feu de tout bois pour conduire l'opinion publique vià les médias à la défense d'Israël et de la guerre.

L'erreur est peut être d'avoir cité des noms. Mais si erreur et faute il y a, elle provient des tares d'une société qui masque son mépris de l'individu en général par une mise en spectacle d'individus en particuliers, personnages hors du commun auxquels les

foules anonymes doivent d'une manière ou d'une autre s'identifier : gens de spectacle, de sports, de médias, artistes, criminels exceptionnels...

Qui s'offusquera de ce qu'un sociologue d'Harward ou de la Sorbonne publie des chiffres concernant le pourcentage de Noirs américains ou de Beurs français ayant "réussis" dans leur société respective et appartenant au club des millionnaires ou la la jet-set ? Personne puisqu'à l'évidence le pourcentage est inférieur à celui que cette communauté représente dans la population et pour la bonne conscience de gauche ou humaniste ces chiffres sont bien la preuve qu'il y a encore des progrès à faire vers la voie de l'égalité. Itou à propos des femmes dont périodiquement les pourcentage concernant la présence dans tel ou tel secteur de la société, nous sont livrés. Mais dans le cas qui nous occupent il s'agit de l'inverse : un pourcentage supérieur à celui de la communauté dans les hautes sphères du pouvoir. Et quoi, dès lors, de plus naturel que, pour se défendre, ceux qui appartiennent à ces hautes sphères tentent de faire porter le chapeau à tous ceux de leur communauté, ou qu'ils supposent comme telle, qui eux, n'ont pas réussis, ou très médiocrement.

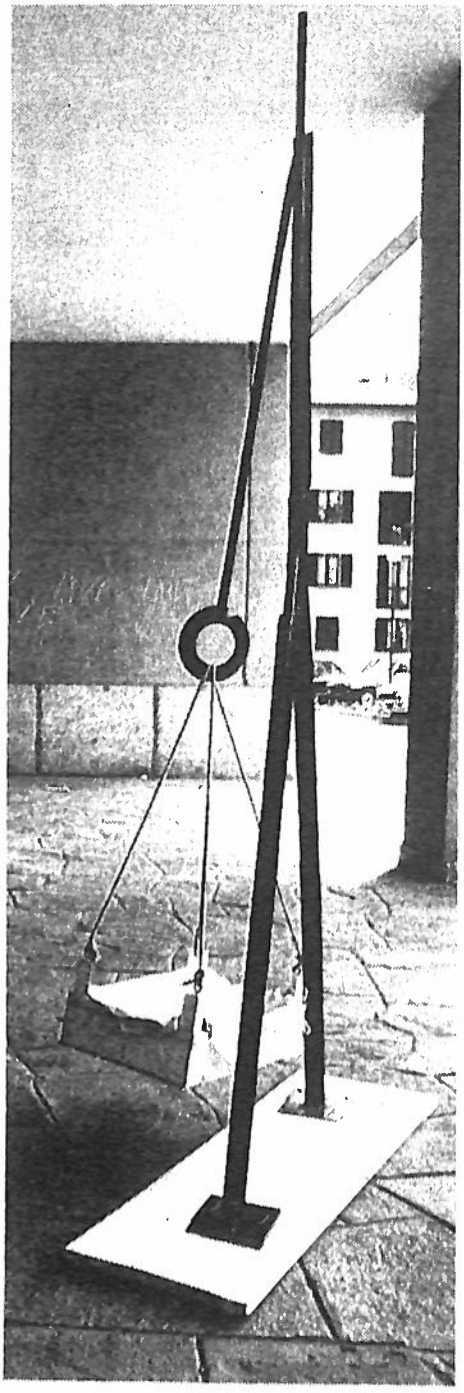
Vous m'attaquez non pour ce que vous prétendez, à savoir d'être un va-t-en guerre, un exploiteur, mais parceque je suis Juif, et ainsi vous attaquez tous les Juifs, prétendent-ils. Et tant pis s'ils se réclament hautement de leur judaïcité par ailleurs, lorsqu'un autre la mentionne il s'agit d'antisémitisme.

Le vice de forme, et de taille, dans le texte de Brière, c'est bien sûr d'avoir parlé de lobby juif au lieu de lobby sioniste. Ce n'est pas parceque ces derniers tendent un piège grossier consistant à faire se superposer l'identité juive avec la religion hébraïque et avec l'Etat d'Israël qu'il faut s'y laisser prendre. Donner du "raciste" à celui qui parle en terme de lobby juif pour le critiquer est légitime à la condition expresse de dénoncer en même temps la définition du Juif mise en avant par les sionistes ; une définition qui est en train de passer dans le langage courant dans le seul et unique but de fermer la porte à toute remise en cause de l'idéologie sioniste, en l'assimilant à de l'antisémitisme.

Après la tonitruante sortie de Chirac sur les odeurs désagréables produites par les immigrés, on pouvait lire dans Libération du 21 juin, sous la plume de Jean-Michel Helvig : « Il n'y a sans doute pas plus de raison de suspecter Jacques Chirac d'être au fond de lui-même raciste quand il fait le délicat sur "le bruit et l'odeur" des palliers HLM, qu'il y en avait d'instruire un proçès en xénophobie contre François Mitterrand pour s'être aventuré sur "le seuil de tolérance". »

Autrement dit il est moins raciste de déclarer que l'immigré arabe ou africain pue, de reprendre les propos du FN sur le seuil de tolérance, que de s'en prendre à l'Etat d'Israël et au lobby sioniste. A preuve qu'un lobby ça sert à quelque chose et que les immigrés n'en constituent pas un!

A l'heure où les partis socialistes et communistes se considèrent quasi-contraints d'accepter de subir les pressions du FN et de reprendre certaines de ses "inquiétudes" sur l'immigration, il est particulièrement nauséabond de constater la manière dont la jet-set socialo-sioniste s'y prend pour discréditer un parti, que nous n'apprécions pas plus qu'eux pour notre part, mais pour d'autres raisons, et ausi un individu jusqu'à, pourquoi pas, le pousser au suicide.



COURRIER

DE BRETAGNE

Les deux témoignages reflétant la décomposition sociale (parus dans CAn°9) m'ont surpris par leur violence à l'encontre de la classe ouvrière qui ne serait qu'un ensemble de beaufs, au mieux d'imbéciles... merci, en passant, les sauveurs suprêmes ! Cependant, ces points de vue expriment assez bien le désarroi (compréhensif) d'hommes et de femmes avides de changer leur vie et de transformer la société. Déboussolés par l'apparente inertie de la classe ouvrière. Apparence certes, mais quant à l'essence, c'est une autre affaire.

On crie au "désintérêt" vis-à-vis de la politique, on hurle à la "décomposition sociale", on larmoie sur la "pénétration des idées du libéralisme", etc.

Les actes de résistance des "dominés" au travers de l'histoire de résistance des hommes sont multiples : mouvements paysans dès le 11e siècle en passant par la révolution de 1789, la Commune de Paris, mai 68. S'ils ne remettent pas à fortiori en cause les conditions de domination, semblant même en apparence les renforcer, ils indiquaient (ils indiquent encore !) une "volonté" en gestation de dépassement de la nécessité... N'étaient-ils pas "l'intériorisation des exigences d'être" des dominés par les classes dirigeantes ? N'ont-ils pas "bouleversé" des sociétés entières ?

Actuellement fleurissent dans quantité d'entreprises de multiples cercles de qualité qui eux aussi, semblent renforcer l'aliénation des hommes et des femmes et consacrer l'esprit du "tout rentabilité".

Apparence en effet, cette adaptation du capital est conséquence de l'échec relatif du système fordien et de l'OST au sein du monde du travail, c'est aussi "briser" la logique formelle du taylorisme, c'est "se" transformer d'homme objet en homme sujet, c'est étendre les connaissances du travail en amont et en aval... C'est aller vers l'autonomie !

Bref, réduire le champ du possible au probable mène à une impasse en créant une dysfonction entre la raison du social et celle de l'histoire ; et les coups d'"éclats" dans le ciel de l'inertie (Commune de Paris, 1789, Mai 68, etc.) ne seraient dûs qu'à un coup de force de la conscience (voir Sartre) ou à la conjoncture (voir Bourdieu).

Ainsi, les révolutionnaires se trouveront (se trouvent) continuellement acculés à ramer après de possibles (d'impossibles) mouvements dont l'éclatement les laisseront (les laissent) cois.

Pour conclure en tant que matérialistes, essayons de penser en dialecticiens.

Salutations libertaires.

Pierrick (35)

DE PARIS

Je vous donne mes réactions critiques (critiques et non dénigrement, bien sûr !) à la lecture de CA du mois de juin.

1) La nouvelle mise en page : attention aux très nombreuses fautes d'ortographes et aux phrases qui se répètent, d'abord dans l' entête de l'article, puis à la première phrase de l'article. Ça c'est du travail de correction, le plus emmerdant de tous, mais qui est malgré tout très important.

2) pp 31/32, l'article sur Bernard Schaeffer. Il est incompréhensible (c'est-à-dire que je n'y ai rien compris). On ne sort pas du fait divers très mal expliqué, et il n'y a aucune démonstration politique. Je ne sais pas s'il y aura d'autre courrier sur cet article ou si c'est moi qui suis particulièrement bouché, mais il me semble qu'il faudrait un additif dans le prochain numéro donnant les tenants et les aboutissants de l'histoire.Pour le reste, pas de problème.

Renaud.

DE DIEPPE

Le syndrome de l'insécurité s'étend. En effet, à Dieppe, petite ville de province où "il ne se passe jamais rien", on nous a collé des ilotiers.

C'est pour faire des rondes et pour discuter avec la population et notamment les jeunes. Si c'est pour ça, ils en auront le temps parce qu'ici le taux de chômage il est pas mal. Et cela grâce à qui ? Grâce aux cocos au pouvoir depuis presque deux décennies et qui ne valent pas mieux que les autres si ce n'est pas pire, puisque leur but est de faire pourrir la situation pour incriminer la politique gouvernementale (elle aussi responsable) et être réélu à chaque municipale. Et ce sont ces mêmes social-chauvins qui ont manifesté contre les bavures sous Pasqua comme celle de Malik Oussékine, et qui aujourd'hui sont les premiers à applaudir cette initiative. Et ce qu'il faut savoir en plus, c'est que dans ces équipes d'ilotiers il y a des appelés. Eh oui, il y a des petits jeunes qui effectuent leur service militaire. Mais le pire est que, comme les fonctionnaires de police, ils portent l'étui avec l'arme. Alors, en voyant cela on peut se poser une question : les bavures à Dieppe c'est pour quand ? Parce que lorsqu'on voit le nombre de "bavures" faites par des "vieux de la vieille" on s'interroge. Quoiqu'ici il y ait très peu d'immigrés car ne l'oublions pas, les premiers visés, ce sont eux ou ceux qui sont reconnus comme tels. C'est-à-dire un peu basané ou au look pas très catholique (c'est le cas de le dire). Tout cela rappelle malheureusement une triste époque où on n'abattait pas les gens dans la rue mais où, supposés de tel type, et par conséquent comme ennemi à l'intérieur de nos frontières, on les envoyait à la mort.

Aujourd'hui on vit une époque qui est loin d'être formidable puisque celle-ci a le cul entre deux chaises, entre "1984" d'Orwell et une certaine nostalgie d'un passé très récent et oublié de beaucoup dont les personnes à qui ce serait loin de profiter, c'est-à-dire à bon nombre de smicards, de précaires, de chômeurs et autres miséreux.

Le fascisme est à notre porte et pas seulement derrière un parti emmené par un gros porc fasciste et antisémite servant le Capital, mais derrière tous ces partis politiques qui parlent au nom de "notre" intérêt, de leurs politiques sociales et économiques basées sur notre misère financière, culturelle et éducative, ainsi que sur notre exploitation, que ce soit par le bulletin de vote, le turbin (quand il y en a) ou le service de patrie, mythe de notre système.

Le flicage, l'ilotage, dans la rue ou les supermarchés, sont le fruit d'une société fascisante, que nous devons absolument combattre, et la première forme de combat doit être l'information au populo et surtout aux travailleurs actifs ou au chômage, et autres jeunes qui seront les principaux concernés demain.

Le fascisme est l'œuvre du capital. Ne luttons pas contre le premier sans toucher l'autre.

Un lecteur de CA de Dieppe.

UN VILLAGE DES CORBIERES SE MOBILISE

VOUS AVEZ DIT DEMOCRATIE ?

Vingrau : petit village niché dans les Corbières (massif calcaire) à une vingtaine de kilomètres de Perpignan. Sa principale activité : la vigne et un peu de tourisme puisqu'il est situé dans un cadre exceptionnel de beauté naturelle.
On y trouve actuellemnt un couple d'aigles de Bonelli (espèce très protégée en Europe). L'implantation d'une carrière d'exploitation de carbonate de calcium menace l'avenir de la population et détruira complètement le cadre de vie que celle-ci s'est choisie. Une fois de plus nous constatons l'irresponsabilité des pouvoirs publics et à quel point le pouvoir pourrit les personnes.

Monsieur Torredemer vient de nous le prouver. Voilà un homme qui, quelques années auparavant a mérité la confiance des Vingraunais. Ceux-ci ont pensé qu'il était digne de la représenter en tant que maire. Cette confiance dure jusqu'au jour où la société OMYA présente pour la seconde fois son projet d'exploitation d'une carrière. Voyant venir le danger, un comité de défense se crée, organise des pétitions au village qui sont très concluantes : 350 habitants sur 429 se prononcent contre ce projet, et plus de 3000 personnes extérieures au village. Le maire, Torredemer, déclare alors publiquement : "Je me range derrière l'avis de la population", ce qui est tout à fait normal. Entre temps il change d'avis et le 7 mai modifie le plan d'occupation des sols et autorise la destruction de l'environnement et le choix de vie des Vingraunais pour la somme de 500.000 F annuels de taxe professionnelle promis par OMYA.

A quelle magouille politique correspond ce changement qui échappe à toute logique ? Puisque si Vingrau n'a plus d'avenir et que son maire est obligé de se déplacer dans le village protégé par la police, est-ce normal qu'un maire puisse prendre des décisions aussi graves sans consulter la population ?

Au moment où l'on entend parler de défense des droits et des libertés et du droit des peuples à décider d'eux-mêmes, le 7 mai, ça ne se passait pas au Chili ni en URSS ni même au Koweit, mais en France, à Vingrau, où le village a été vendu par les élus, déchaînant ainsi la colère légitime de la population prenant d'assaut la mairie pour demander les comptes au maire et aux quelques conseillers qui n'ont pas démissionné (la moitié l'ayant fait), et qui les ont trahis ; ceux-ci ne devant leur salut qu'à l'intervention de la police cachée dans la mairie et de 9 cars de CRS qui attendaient à proximité.

Depuis ce moment, on s'interroge beaucoup à Vingrau sur la démocratie et il serait temps d'arrêter de se rincer le gosier avec ce "putain" de mot que chacun assaisonne à sa manière. La démocratie, il n'y en a qu'une, elle s'est exprimée le 7 mai à travers la population, c'est la démocratie directe, la vraie, quand chacun peut s'exprimer directement quand il en ressent le besoin.

L'autre, celle dont tout le monde se sert si facilement, c'est la démocratie représentative, c'est celle que vous vous empressez de légaliser chaque fois que vous allez voter, remettant tous vos pouvoirs entre les mains des élus ; ne vous étonnez pas ensuite d'avoir été trahis ! Elles sont tellement différentes que ce jour-là elles se sont mises l'une en face de l'autre, avec violence.

Ce qui vient de se passer à Vingrau n'est ni plus ni moins qu'une remise en question de la démocratie représentative, c'est cela que le parti socialiste s'est empressé de condamner par un article du samedi 11 mai (*Indépendant*), où il se déclare solidaire de la mairie de Vingrau et condamne les actes de vandalisme de la population qui s 'est exprimée directement en dehors des élections.

Messieurs les Socialistes, cela fait dix ans que vous semez, et dix ans que vous ne savez pas ce que vous plantez !

Avant d'imposer l'idée que vous vous faire de la démocratie, vous auriez dû vous renseigner sur la définition de ce mot, et vous auriez pu constater que la démocratie ne supporte aucune déviation, elle est unique et elle est dans le peuple, jamais au pouvoir aussi légitime qu'il soit ; la population en est la seule garante.

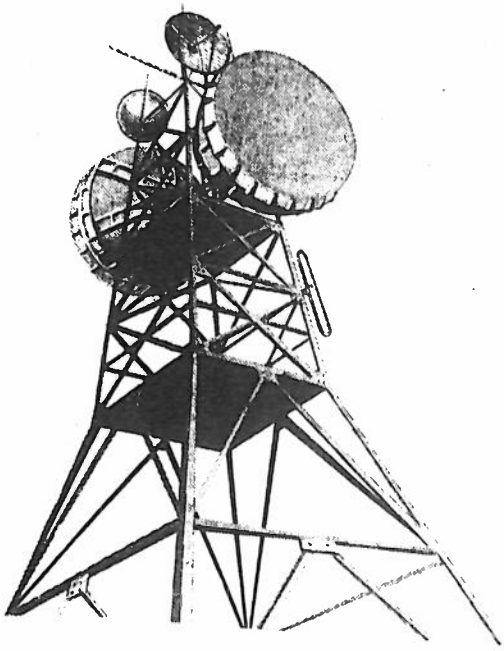
A Vaulx-en-Velin, là où vous avez voulu imposer un mode de vie, la rue s'est exprimée ; votre réponse : elle a été policère ; votre excuse : des éléments de l'extérieur venus faire du vandalisme. Vingrau : même réponse, mêmes excuses. Les seuls éléments extérieurs au village étaient vos forces de répression, venus là pour que la population ne puisse pas s'exprimer. Le peuple n'a de compte à rendre à personne. Dans le cas où un village décide librement de nommer quelqu'un pour le représenter, celui-ci a des comptes à rendre sur toutes les décisions concernant un changement dans le

cadre de vie choisi par la population. A Vingrau, ce ne fut pas le cas, préférant imposer vos intérêts. Appelez cela comme vous voudrez, mais surtout pas la démocratie.

Si vous arrivez à gérer un pays dont les habitants se conduisent bien souvent comme des enfants, nous venons vous prouver qu'ici même les enfants sont adultes, et votre logique de destruction, nous n'en voulons pas. Si la carrière se fait, il faudra la faire par la force, notre vie nous la choisissons nous-même, il n'y a rien de plus démocratique.

Nous sommes ce que vous appelez bien souvent des "éléments extérieurs" ; en 68 nous y étions, à Vaulx-en-Velin nous aurons voulu y être, à Vingrau nous y sommes jusqu'au cou. Partout où le peuple veut s'exprimer directement, nous y serons de tout cœur et cela s'appelle tout simplement la solidarité. Eh oui, vous l'avez bien défigurée, vous les malades du pouvoir, mais vous ne parviendrez jamais à la tuer.

U.L.-CNT
9 rue Duchalmeau
Perpignan



RESISTANCES CONTRES LES AMENAGEURS

Le peu de cas que font les pouvoirs publics de l'avis des populations locales sur l'utilisation de l'espace sur lequel ils vivent a surtout été mis en évidence lors des luttes contre l'implantation de centrales nucléaires ou de sites de stockage de déchets en tous genres. On se rappelle également de la lutte contre l'aménagement de la Loire à Serre de la Fare et dont CA s'est fait largement l"écho.

La stratégie du pouvoir est toujours la même : mettre en avant "l'intérêt général" auquel on oppose éventuellement un "égoïsme local", considéré comme passéiste et destiné à culpabiliser les locaux et a produire l'hostilité des "autres" à leur encontre ; offrir de pseudos contreparties en général financières et qui s'avèrent ensuite être toujours un leurre ; débaucher des élus locaux et si possible le maire.

D'autres exemples : A Léren, en Béarn, le village a lutté plusieurs années contre le tracé de l'autoroute Pau-Bayonne rayant de la carte une bonne partie des terres cultivables qui faisaient vivre nombre de ses habitants, qui avaient en outre l'outrecuidance de vouloir conserver à leur village son caractère paisible et calme ; contre l'acrasante majorité des habitants, le maire fut quasiment le sel à défendre le projet qui finalement a été réalisé.

Actuellement, au Pays Basque, en Soule, un projet de gazoduc devant traverser la vallée pour acheminer du gaz en Espagne, recontre l'hostilité croissante de la population : aucune retombée pour elle, si ce n'est une montagne défiguée, des travaux incessants, des risques dans une zone sismique... pour les seuls bénéfices de GDF dans le cadre de la construction de l'Europe capitaliste. Là encore les élus locaux, quelle que soit leur couleur politique, tergiversent et se montrent sensibles aux sirènes de pseudo retombées économiques... qu'on ne leur offrent même pas en paroles !

Que ce soient des projets qui concernent l'implantation d'une unité de production fixe, dangereuse et polluante, ou la mise en place re réseaux de transits (autoroute, pipe-line ou TGV) entraînant nuisances et bouleversement du cadre de vie, on constate toujours le même mépris vis-à-vis des populations, le plus souvent rurales et déjà soumises à une économie claudiquante. L'espace rual n'est considéré que comme au service des grands centres : lieu de tourisme vert pour les citadins fatigués et voie de passage rapide pour les produits industriels. Les populations locales n'ont plus qu'à partir ou bien à se reconvertir au service des touristes... Mais elles ne se soumettent pas toujours. De moins en moins dirions-nous. Tant mieux

RHONE-POULENC VITRY

L'USINE DE TOUS LES DANGERS

Voici un témoignage d'un militant ouvrier du groupe "Voie prolétarienne" (1). Ce texte est tiré du bulletin "Ruptures" (2) édité par l'OCL Ile-de-France. Au-delà du témoignage toujours intéressant, il nous semble illustrer de façon fort pertinente une ligne économique suivie par une multinationale et ses conséquences sur le terrain.

Mercredi 6 mars, un incendie important a partiellement détruit un atelier de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry, le GPO 3. Par chance, lors des explosions, personne ne se trouvait à proximité : ni blessé, ni mort.

C'est le troisième sinistre de ce type sur le site. Voici quelques mois, un feu avait également détruit une partie d'un autre atelier : le GPO 1. Enfin, il y a trois ans : un atelier, le MPO 19 avait été éventré par une explosion, là aussi sans blessé ni mort.

Dans ces deux derniers cas, l'enquête officielle avait débouché sur l'inconnu : on ne sait pas le pourquoi des accidents. En fait, dans l'usine on sait que :

- L'éventration du PMO 19 est dûe à une modification de mode opératoire non éprouvée en laboratoire.

- Le feu du GPO 1 est dû à une remontée par les égoûts de vapeurs de benzène sur la flamme d'un chalumeau. Un ouvrier d'une entreprise sous-traitante y travaillait seul, avec comme unique protection un appareil de détection automatique d'explosivité ; appareil sensé remplacer les pompiers manquants à l'effectif (suite aux réductions successives du personnel du service incendie).

- Le sinistre du GPO 3 est dû, semble-t-il à un sous dimensionnement des appareils de condensation des distillats. Cela a entraîné un engorgement et une surpression dans l'appareil. Faute de sécurité de pression, le chauffage a continué et les superstructures ont cédé. En se répandant dans l'atelier, les vapeurs de solvant ont créé une atmosphère explosive selon le même principe que pour l'explosion du PMO trois ans plus tôt.

En pensant à tous ces sinistres, nous nous demandons jusqu'à quand notre chance durera. Nous contemplons, songeurs, ce qui reste du PMO 19 : une pelouse régulièrement entretenue ; mieux en tous cas que nos ateliers. Car dans la chasse aux coûts fixes, tout y passe : baisse des effectifs du service incendie (3), baisse des effectifs en laboratoire, tension extrême dans les ateliers aboutissant à réduire l'apprentissage des nouveaux au strict minimum. Et pour couronner le tout : démolition programmée et déjà à l'œuvre du service infirmerie.

Tout ça n'est pas très original, ce sont les mêmes phénomènes qu'on retrouve à l'œuvre dans les catastrophes industrielles : Bophal, naufrages de bateaux, catastrophes ferroviaires, etc.

A la source de tout cela, il y a une course à l'éccumulation de capital, dans le cadre d'une guerre acharnée face à la concurrence. Dans cette guerre, ils cherchent à associer à leur combat un maximum d'ouvriers avec des succès divers.

Ambiance de combat sur le pont du navive. Mais dans les soutes, une lutte sourde est à l'œuvre. Nous y défendons nos conditions de travail, notre sécurité ; parfois au niveau de l'usine, plus souvent atelier par atelier. C'est une lutte difficile ; d'autant plus qu'on supporte aussi à ce niveau les conséquences de la démobilisation actuelle sur les questions de salaire et d'emploi.

C'est cependant aussi une lutte plus maîtrisable localement qui permet de maintenir en forme quelques collectifs ouvriers. Paradoxalement, c'est aussi un garde fou au bon fonctionnement du Capital : quand les capitalistes acceptent le n'importe quoi, de travailler n'importe comment, des ateliers tendent à exploser.

Sur ces bonnes paroles, salut.

Votre correspondant catastrophe pour l'usine de Vitry.

(1) Voie prolétarienne, BP 5, 93 401 St-Ouen cedex. Signalons aussi la brochure de la cellule Alsthom de cette orga sur les enjeux de la restructuration à Alsthom : *La société électro-nucléaire en crise* (5F. avril 86).

(2) Un bulletin mensuel qui gagne à être connu !

(3) Signalons l'article honteux du *Parisien libéré* du lendemain, qui titre "20 pompiers en permanence sur le site". ce jour-là ils étaient trois à être opérationnels sur le site !

SNCF

MARCHE OU GREVE

C'est une chose d'entendre les médias nous narrer les grèves des transports publics, c'en est une autre de connaître le point de vue des acteurs. Le texte ci-contre émane d'un militant cédétiste ; il nous fait part des manœuvres des appareils syndicaux pour des buts qui restent obscurs à la majorité des salariés de la SNCF.

Depuis mars, pour divers motifs, de puissantes grèves ont lieu à la SNCF.
Le 20 mars dernier, appel de toutes les organisations syndicales sur la réduction budgétaire.
Le 24 mai, sur la nouvelle grille des salaires, trois organisations syndicales récidivent.

Entre ces deux dates les préavis de grève pleuvent. la FGAA (syndicat autonome des roulants) surprend la CGT par un préavis pour le 13 mai. La CFDT, de son côté, en dépose à qui mieux mieux. Et tout cela pour déboucher sur quoi ? Sur du catégoriel ou pour faire avancer la revendication ?

En ce qui concerne les cheminots, ils font grève, mais souvent avec d'autres motivations. Il faut dire que les problèmes de grille, tout le monde s'en tamponne ; personne n'y comprend rien ; il n'y a que les directions syndicales pour y croire et nous faire croire que ça va changer notre vie. D'ailleurs, ces mêmes directions syndicales ont été soulagées d'apprendre par la bouche du président de la SNCF qu'il était simplement demandé un avis et non pas une signature.

En attendant, eux, parlent de grille et nous, à la base, de salaire. Ce n'est pas le même chose. La grille 86/87 qui avait été rejetée par les cheminots, nous est revenue par la grande porte avec la bénédiction de toutes les organisations syndicales et de l'encadrement pour faire croire que cela va changer quelque chose.

Actuellement, la SNCF la diffuse à tous les cheminots. Les organisations syndicales, elles, en font de même dans certains coins dans leur quatre-pages ; et on revient à la case départ pour voir que rien n'a changé pour nos salaires. Et ça c'est le sentiment de beaucoup de cheminots.

Pour la CFDT — c'est ce que je connais le mieux — nous avons vu une bande de professionnels qui essaye de passer pour des "oppositionnels" dans les milieux informés. Je pensais opposition au patronat et au capital. pas du tout. Le 6 juin, la CFDT convoqua tous ses syndicats de cheminots à une assemblée générale pour faire passer la grille. Comme à l'accoutumée dans ce type de réunion, nous avons reçu une volée de bois vert de la part de la "gauche syndicale". Nous avons l'habitude. Seulement, le 6 juin il n'y avait pas que Paris Sud-Ouest qui parlait le même langage : "la grille on s'en fout ! C'est ce qu'on touche en fin de mois qui compte !".

Tant bien que mal, notre fédération a donné un avis positif à la direction de la SNCF. Il reste un gros malaise chez les cheminots.

Suite à cette assemblée générale, il y aurait des rumeurs comme quoi le région de Metz quitterait la CFDT. A suivre. Dans d'autres secteurs, des sections refuseraient la diffusion du quatre-pages cédétiste.

Pendant ce temps, à Marseille, ça chauffe. Ils ont les flics sur le dos et ils occupent les voies ; ils réclament de l'argent.

Que croyez-vous que font les fédérations CGT/CFDT pour informer les cheminots ? Eh bien rien du tout. Ces fédérations ont une trouille bleue que ce mouvement leur échappe. Pour la CFDT l'information, c'est deux petites lignes dans un flash ; pour la CGT, il faut lire l'Huma... Alors, nous suivons cela à la télé qui nous en dit bien plus !!! En attendant, les directions syndicales nous offrent une tactique d'isolement des luttes au lieu de mener la vraie bagarre sur les salaires, mais pour ça nous ne comptons pas sur elles.

Nous reproduisons ci-après un tract du syndicat des cheminots CFDT de Paris Sud-Ouest qui présente de manière relativement claire les changements de la nouvelles grille des salaires proposés par la SNCF.

LA GRILLE PRISON POUR NOS SALAIRES

La direction SNCF vient de sortir un nouveau préprojet de grille des salaires mais elle s'est empressée de dire qu'il serait encore modifié.

Pourquoi tous ces projets aussi peu claires les uns que les autres ? La direction aurait-elle quelque chose

d'inavouable à cacher ? Pourquoi toutes ces hésitations à les rendre définitif ? La direction aurait-elle quelques inquiétudes en se rappelant son premier projet de 86 et comment il était parti à la poubelle ?

Que va-t-il tomber après ce dernier projet ? On ne sait pas, mais une chose est sûre, les cheminots n'ont pas grand chose à en attendre.

UNE GRILLE AVEC DES BAREAUX EN PLUS

Chaque année la direction supprime des milliers de cheminots. Cela entraîne moins de promotions indicielles qui sont fonction d'un pourcentage du nombre de cheminots classés sur le même indice.

En 68, il y avait 17 échelles de salaire pour plus de 300.000 cheminots. Dans les années 70 on est passé à une grille de 10 niveaux avec deux indices par niveau pour en arriver maintenant à 5 indices, ce qui fait 50 divisions pour environ 200.000 cheminots.

Dans ce nouveau projet il y aurait huit niveaux de qualification (2 pour les ACD (Agents de conduite) avec chacun deux niveaux de rémunération et ces derniers comportant à leur tour 4 ou 5 indices. On passerait ainsi à plus de 50 divisions pour encore moins de cheminots.

En fait, moins il y a d'effectifs plus la direction augmente le nombre de divisions. Cela crée l'illusion de possibilités nouvelles de promotion sans qu'il y ait de réelles augmentations sa salaire.

DERRIERE LA GRILLE, TOUJOURS LA TETE DU CLIENT

Pour les niveaux de qualification comme pour les indices il n'y aura pratiquement pas de changement par rappoprt à ce qui existe : tableau d'aptitude, examens... pour une qualification supérieure, partition entre choix et ancienneté pour changer d'indice.

Par contre la nouvelle grille prévoit des chevauchements entre les niveaux de qualification, à un même salaire il correspondra deux niveaux de qualification différents. Ainsi pour une même qualification les différences de salaire pourront atteindre près de 3000 F. (pour les bas niveaux).

Là où la direction innove c'est en créant au sein de chaque qualification 2 systèmes de rémunération R1 et R2. Cela représente deux possibilités de déroulements différents des salaires pour un même travail. Il y avait déjà 5 indices, il y aura maintenant deux déroulements possibles avec chacun 4 ou 5 indices. Pour les ADC (conduite en ligne), il y aura même trois niveaux R1, R2, R3 avec 3 ou 4 indices, chacun pour faire au bout du compte, le même boulot. Et pour passer de R1 à R2 (R3 à R4 pour les ADC), la direction se réserve la possibilité de blocage. En clair cela se fera à la tête du client, les "méritants" passeront vite, les autres doucement et pour certains même ce sera le blocage.

En combinant ce système R1, R2, le chevauchement des qualifications avec ce qui existe déjà (catégorielle et indicielle) on imagine sans peine les combinaisons, calculs de toute sorte, « magouilles » que les directions locales peuvent mettre en jeu pour nous diviser encore plus.

UNE GRILLE MAIS PAS UN ROND

Il reste bien entendu la transposition de la grille actuelle sur la nouvelle. Pour la direction cela va coûter 1,1% de la masse salariale, c'est-à-dire quasiment rien. Quand aux cheminots plus de la moitié n'auront rien de plus avec la nouvelle grille.

Alors, il n'y a aucune raison de leur faire confiance où d'espérer quoi que ce soit dans cette nouvelle grille. Pire même sera le renforcement du salaire au mérite.

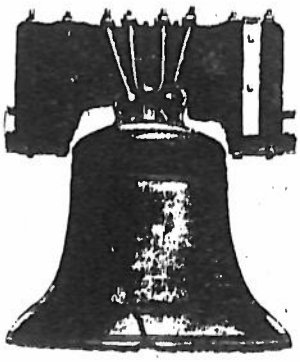
POUR UNE AUGMENTATION GENERALE ET UNIFORME DE TOUS LES SALAIRES

Nos salaires sont en grille depuis des années et quelqu'aient été les changements à ce niveau, cela n'a jamais rien changé à notre sort.

Pourtant, l'augmentation des salaires reste une nécessité pour tous les cheminots, d'ailleurs tous les mouvements à la SNCF ces derniers temps ont porté sur les salaires.

Alors, pour que ça change vraiment, il est indispensable de s'engager dans la perspective d'une lutte pour une augmentation uniforme des salaires.

On ne sait pas la suite que la direction donnera à cette grille mais nous essaierons d'éclairer les cheminots sur tous ces projets tout aussi obscurs.



LIVRES

LA DIAGONALE DES AUTONOMIES

(préface d'O. Scalzone)
éditions Périscope
136. p - 70 F.
41 rue JP Timbaud. 75011 Paris.

Cet essai commence par la prise en compte des mutations achevées ou en cours au sein de nos sociétés. Crise du système politique où les vagues d'abstentions ponctuent les campagnes électorales qui ne sont plus que des opérations de marketing pour tel ou tel candidat. Crise du communisme dont la version étatique s'effondre à l'Est ; idéologie ayant trop longtemps pensé son organisation sociale autour de la contrainte industrielle et de la mythification de l'ouvrier ; attitude paradoxale vu que son essence même était l'abolition de l'exploitation par le travail et la disparition des classes (attitude tout autant reprochable aux anarchistes, conseillistes et autogestionnaires, coupables d'une telle démarche).
Dans le même temps, les progrès technologiques irréversibles sont perçus par les auteurs comme un moyen de libérer l'homme du travail en diminuant, par l'usage des machines, les tâches humaines nécessaires à la production et permettre aux individus, en contre partie, de produire directement, de façon autonome, certains biens (liés à la communication et à l'information) dans un rapport qualifié par les auteurs d'"utilité sociale directe".
Le mérite de cet essai, outre le fait d'avancer des analyses tout à fait pertinentes, est de lancer des pistes permettant d'envisager à moyen terme une réorganisation post-révolutionnaire prenant en compte à la fois les besoins liés à la production, et les désirs d'expressions propres à chaque individu. Pour appuyer ce projet, les auteurs se basent d'une part sur la crise du système politique et l'émergence pendant plusieurs mois de mouvements organisés en dehors des structures syndicales institutionnelles (coordinations des cheminots, des infirmières..), révélatrices des désirs d'autonomie. D'autre part il est constaté le développement d'activités à la portée de tous dans des secteurs liés à la communicaion et à l'information (pratique de la photo, groupes musicaux, émissions de radio FM, journaux...)

Cela dit, leur référence italianiste au progrès technologique offrant des possibilités de libération du travail semble oublier que si les usines emploient de moins en moins d'ouvriers dans les pays occidentaux, c'est aussi parce que la production est désormais déplacée vers les pays du tiers monde où la main d'œuvre, meilleure marché, est plus facilement exploitable. De plus, il est tout de même nécessaire de se demander si l'omniprésence de l'ordinateur est en soi souhaitable, et si la diminution du temps de travail ne risque pas de signifier tout simplement une hausse de l'audimat télévisé. La crise du politique et l'apparition pendant plusieurs mois de coordinations ne doivent pas nous faire tomber dans un triomphalisme aveugle.

Le livre est cependant intéressant, ne serait-ce que par sa volonté de reformuler un projet offrant des perspectives révolutionnaires, démarche de plus en plus rare. Quant aux idées avancées par les auteurs, elles restent à débattre.

LES DISSIDENTS DU MONDE OCCIDENTAL

Louis Janover
Ed. Spartacus.

Le dernier titre des cahiers de Spartacus (B/147, avril 1991, Les dissidents du monde occidental de Louis Janover comporte des contre-vérités et des sous-entendus pernicieux au sujet de Boris Souvarine. indépendamment d'un jugement ou d'une appréciation d'ensemble sur ce livre, vous voudrions ici, brièvement défendre la mémoire de celui dont l'œuvre pionnière dans la critique l'imposture majeure de notre siècle : celle du socialisme réalisé en URSS, demeure essentielle.
En quelques formules, L. Janover passe aux profits et pertes soixante années d'un travail marqué par la publication de 1931 à 1934, d'une des meilleures revues françaises de l'entre-deux-guerres, *La Cirtique sociale*, et, en 1935, de Staline, aperçu historique du bolchevisme.
« Inévitable animateur d'*Est & Ouest* » (p.12) : lanathème court depuis longtemps ; il est inexact car Boris Souvarine ne rejoignit l'équipe du BEIPI, groupée autour de Georges Albertini, qu'après la création de la revue et, s'il en fut un des collaborateurs les plus connus, il n'en constitua jamais la cheville ouvrière. D'ailleurs, Boris Souvarine, qui collabora dans les années 50 à Preuves, dirigea de 1957 à 1968 sa propre revue : *Le Contrat social*. Plutôt que de diaboliser la collaboration de Souvarine à Est & Ouest il aurait été plus intéressant d'examiner le contenu de ses articles pour voir en quoi ils prolongent, ou non, le travail critique évoqué ci-dessus.
« Anti-staliniens professionnels » (p.51) ; l'adjectif accolé à la définition politique suggère la vénalité, pour ne pas dire la corruption. parmi d'autres « anti-staliniens professionnels » L. Janover aurait pu évoquer René Lefeuvre, créateur des Cahiers Spartacus, qui fut directeur et gérant du « mensuel d'information sur le monde stalinien », *Informations et Riposte*, de 1950 à 1953, publié, paraît-il, sous la responsabilité d'Henri Frenay.
Louis Janover, quis emble ignorer l'épaisseur des événements historiques pour ne s'en tenir qu'à l'écume des discours sur ces derniers, aurait été bien inspiré de s'interroger à ce sujet en relisant ses précédents écrits. Réfutant les critiques de ceux qui s'indignaient des « orientations dites social-démocrates » de Spartacus à ses débuts, Janover précisait alors qu'il fallait « ne pas oublier que cette tendance était en quelque sorte une « réponse » à la pression que le stalinisme exerçait sur tous les milieux socialistes révolutionnaires qui cherchaient désespérément un point d'appui théorique et pratique pour lui résister » (Spartacus, catalogue analytique, 1985, p. 3).
Souvarine aurait partagé « le sort heureux des révolutionnaires qui ont su faire à temps le bon choix et de le faire savoir aux spécialistes » (p. 110). Toujours et encore les mêmes insinuations livrées sans aucun fondement, sans le plus petit commencement de preuve ou d'un semblant d'argumentation.
Usant (et abusant) de Panaït Istrati, Louis Janover ferait bien de méditer sur les mésaventures de celui qui voulut se placer « aux côtés de l'ouvrier conscient » contre le « funeste appareil bureaucratique » stalinien. Istrati, qui ne craignit pas d'associer à sa Confession pour vaincus, Victor Serge et Boris Souvarine, dans la trilogie sur l'URSS intitulée *Vers l'autre flamme*, fut mis en cause en 1930, par ceux qui, au nom d'un révolutionnarisme de pacotille, le qualifièrent de « caution littéraire du trotskisme », d'« avocat de la bourgeoisie russe et française » qui a « renié sa classe et prostitué en lui l'ancien révolté » *(L'ouvrier communiste*, mars 1930, « Panaït Istrati le fourbe ».
Ce genre d'insinuations est toujorus particulièrement dangereux car il permet aux ignarant de se croire subtils et informés. Désormais n'importe qui pourra, avec un air entendu, reprendre à son compte les piques de L. Janover pour minimiser, caricaturer ou tout simplement ignorer l'immense travail de dévoilement et de déconstruction de l'URSS stalinienne et post stalinienne accompli par Souvarine.
Rappelons pour conclure que Spartacus fut, grâce à René Lefeuvre, l'un des rares éditeurs à publier des écrits de Souvarine avant la réalisation du Staline en 1977. Il est donc pour le moins surprenant de lire dans une publication Spartacus, non pas une critique argumentée et précise des positions politiques de Boris Souvarine, mais le colportage d'affirmations aussi gratuites que douteuses. Dès maintenant, il ne serait pas inutile que les plus fidèles abonnés et lecteurs de Spartacus en viennent à s'interroger sur le destin posthume de l'entreprise éditoriale créée par René Lefeuvre.

Le temps nous a manqué pour demander à Louis Janover et aux animateurs des éditions Spartacus une réponse à cette critique particulièrement virulente. Nous ne manquerons pas de le faire pour notre numéro de rentrée.

GRANDE BRETAGNE

DEMISSION DE THATCHER... ABANDON DE LA POLL TAX...

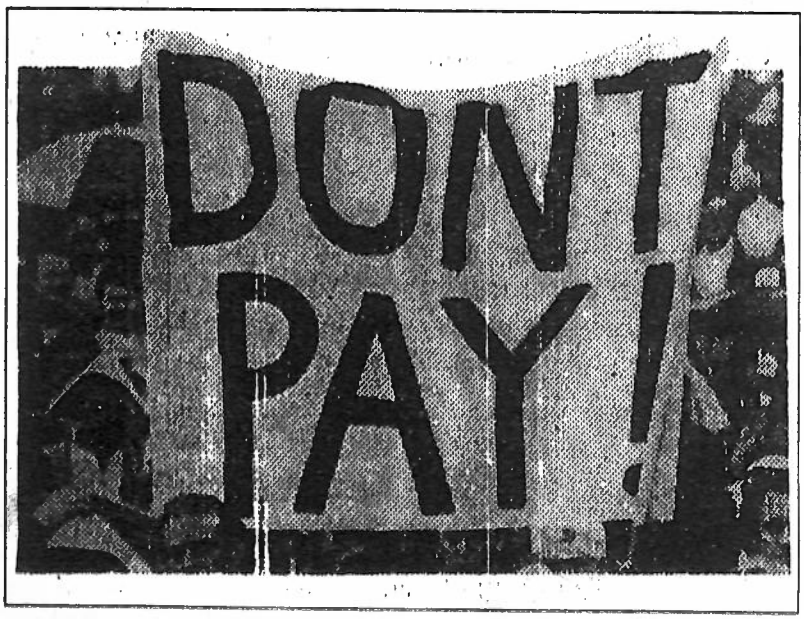
Et maintenant... ?

L'annonce du retrait de la Poll Tax, 48h à peine avant la manifestation nationale à Londres du 23 mars dernier, a bien entendu réjoui les millions d'opposants à cette nouvelle forme de taxe d'habitation "par tête" introduite en Ecosse il y a deux ans et en Angleterre et au Pays de Galles l'année dernière.

■ UNE VICTOIRE ?

La Poll Tax s'inscrivait en droite ligne dans la série de mesures ultra-libérales prises par le gouvernement de M. Thatcher. Cette fois, la "Dame de fer" qui n'avait pas hésité à laisser mourir les grévistes de la faim irlandais, était venue à bout de l'interminable grève des mineurs, de celle des travailleurs du Livre et de tant d'autres luttes, s'y est cassé les dents. Ses propres amis politiques ont profité de l'impopularité du nouvel impôt (bien que ce ne soit pas la seule raison) pour la mettre à la retraite. Ce qui a permis au nouveau Premier Ministre d'annoncer la suppression de la Poll Tax.

Peut-on parler pour autant, comme le fait l'extrême gauche britannique, "d'une grande victoire de la classe ouvrière" ?



Une fois de plus, il faut se garder de tout triomphalisme.

Le retrait de la Poll Tax est important, ne serait-ce parce qu'il est la preuve que même le plus inflexible des gouvernements est obligé de lâcher prise lorsqu'il se trouve confronté à un mouvement de masse de grande ampleur. Et, en Grand Bretagne, plus personne ne songe à nier l'existence de ce mouvement.

L'Etat lui-même estime le nombre de "mauvais payeurs" à 14 millions de personnes... dont 10 millions n'ont pas versé un sou de Poll Tax !

Quant au nombre de groupes organisés luttant contre l'impôt, il avait dépassé les 2000 dans tout le pays.

Dès lors, même les plus bornés des Tories (Conservateurs), se sont rendus compte que des régions entières ne pourraient jamais payer la Poll Tax.

Plus grave encore, des communautés se sont mises totalement hors la loi en ne payant plus, non seulement leur Poll Tax, mais leurs notes d'électricité ou de gaz, les loyers, redevances TV, etc. De nombreuses municipalités sont devenues insolvables, particulièrement en Ecosse où l'argent ne rentre plus dans les caisses depuis deux ans

L'appareil bureaucratique n'est plus capable de faire face : plus de 7 millions de sommations ont dû être envoyées ! Les forces de répression — police, huissiers, Justice — sont aussi débordées.

Pourtant, le paiement de l'impôt reste exigible pour cette année et il est donc logique de penser que le refus de payer va aller en augmentant. Pour tenter de remédier à cette situation, l'Etat central a décidé de verser directement aux municipalités 140 Livres par contribuables (1400FF) à décompter de leur Poll Tax. Cette intervention étatique est bien sûr en contradiction avec la philosophie des Conservateurs mais il faut se souvenir que l'argent de la Poll Tax est principalement destinée à financer les dépenses so-

ciales des municipalités. La banqueroute de nombre d'entre elles risquerait donc d'entraîner la fermeture massive d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de retraites ; la faillite des transports en commun ; la paralysie des caisses d'allocation chômage... et par conséquent, le risque de violentes explosions sociales.

Ce spectre hante le gouvernement qui sait fort bien quelles peuvent être les conséquences d'un effondrement des finances des grandes villes (cf. ce qui s'est passé il n'y a pas si longtemps en Europe de l'Est).

LES CARENCES DU MOUVEMENT

Le mouvement organisé contre la Poll Tax avait pour lui l'avantage de rassembler, de par sa nature même, de larges fractions de la classe ouvrière et donc de dépasser l'isolement et le corporatisme qui ont été fatals à d'autres luttes. Malgré sa nature globalisante, on peut regretter que moins de 10% des non-payeurs se soient retrouvés impliqués de manière active dans cette lutte. Mais ceci est peut-être dû en partie à la relative inéfficacité des lois et des structures de collecte de l'impôt. En Angleterre et au Pays de Galles, par exemple, les huissiers n'ont pas le pouvoir de pénétrer dans les habitations pour y saisir des biens matériels. Sachant cela (en grande partie à cause de l'information diffusée par les groupes anti-Poll Tax), beaucoup de gens n'ont pas pris la peine de contacter le groupe local, se disant qu'ils pouvaient s'en tirer individuellement. On sait aussi que, dans bon nombre de cas, les forces de police locales ont clairement laissé entendre qu'elles n'étaient pas disposées à délivrer des mandats d'arrêt contre les opposants.

Mais la principale erreur du mouvement a été de se laisser entraîner sur le terrain de prédilection de la bourgeoisie : les tribunaux. En laissant la "Justice" statuer au cas par cas, on a isolé de nombreux non-payeurs et empêché une extension plus grande encore du mouvement à partir d'une résistance collective dans les quartiers et les lieux de travail. Il faudra tirer les leçons de tout cela pour mieux poursuivre la lutte car, bien entendu, la Poll Tax n'est pas la seule arme du capitalisme.

ET MAINTENANT ?

D'ores et déjà, et pour compenser la manque à gagner, le gouvernement a décidé d'augmenter la TVA qui passe en moyenne de 15 à 17,5%. Et il va, bien sûr, essayer de faire payer très cher à la classe ouvrière son refus de la Poll Tax en laissant se détériorer un peu plus (mais, on l'a dit, jusqu'à un certain point) les services sociaux.

On assiste à une certaine démobilisation du mouvement dûe à la sensation "d'avoir gagné", aux possibilités de "démerdes" individuelles évoquées plus haut, mais aussi à l'attitude de l'extrême gauche léniniste qui, n'ayant rejoint le mouvement que du bout des lèvres, est bien contente de s'en dégager au plus vite.

Les libertaires — qui ont pris une part très active à ce mouvement — voient les choses d'une manière radicalement différente : pour eux, l'abandon de la Poll Tax n'est qu'un épisode dans la lutte quotidienne contre le capitalisme et, loin de baisser la garde, il convient au contraire de maintenir la pression en utilisant les acquis de ce mouvement. C'est-à-dire en maintenant, et en renforçant même, la coordination entre les innombrables groupes de base qui se sont créés un peu partout. Ils n'oublient pas non plus que Thatcher n'a pas été renversée par un soulèvement populaire ni même par une défaite à des élections anticipées, mais bien "démissionnée" par son propre parti.

LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME BRITANNIQUE

Il n'est pas question ici d'analyser l'économie du Royaume Uni. Disons seulement que le retrait de la Poll Tax s'inscrit aussi dans le contexte d'un système déséquilibré à l'extrême. Très agressif et influent dans certains domaines (assurances, banques, immobilier...), le capitalisme anglais doit faire face à une situation intérieure beaucoup moins florissante.

Comme ailleurs _ mais peut-être encore plus qu'ailleurs — les secteurs traditionnels de l'économie se sont effondrés (textile, mines, métallurgie, construction navale...). L'exemple le plus connu est celui de l'automobile qui a été laminée au profit des Japonais. La politique de privatisation à outrance du secteur nationalisé n'a pas donné les résultats escomptés. L'inflation, qui frise toujours les 9%, demeure l'une des plus élevées d'Europe du Nord et les taux de crédit sont si hauts que les classes moyennes se ruent en France pour y acheter des biens immobiliers. Le gouvernement prétend réduire cette inflation à 6% mais, pour parvenir à ce résultat, il faudra encore augmenter la pression sur la classe ouvrière qui, on l'a vu avec la Poll tax, ne PEUT plus payer l'addition.

Pour avoir une idée un peu moins abstraite de la situation de ce pays, il faut citer quelques chiffres :

Un récent rapport officiel donne 11 Millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Concrètement, cela veut dire que, par exemple, :

- 3 millions d'enfants ne sont pas nourris et habillés correctement.
- 10 millions de personnes n'ont pas de chauffage adapté à leur habitation.
- 7 millions manquent de vêtement décents.
- 5 million d'adultes (dont une majorité de personnes âgées) sont sous-alimentés : un repas chaud par jour ou des sandwiches.
- Le taux de pauvreté a augmenté de 50% tandis que les revenus des plus riches croissaient de 40%.
- Les profits boursiers ont globalement augmenté de 20% tandis que le nombre de chômeurs dépasse les deux millions.
- Durant les trois premiers mois de 1991, le nombre de faillittes d'entreprises s'est élevé à 650 par semaine ; les "experts" estiment qu'il y en aura

40.000 cette année. Soit 15.000 de plus qu'en 1990.

- Le seul secteur du génie civil devrait perdre 100.000 emplois cette année et autant en 1992.

- Les Télécoms vont supprimer 36.000 emplois au cours des trois prochaines années ; British Airways 4000 cette année.

On pourrait continuer comme ça longtemps. Si l'inflation baisse un peu, le chômage, lui, ne pourra qu'augmenter : les équivalents des ANPE annoncent que le nombre d'emplois disponibles est au plus bas depuis huit ans (pour un emploi proposé, il y a 17 demandeurs, contre 9,4 l'année dernière).

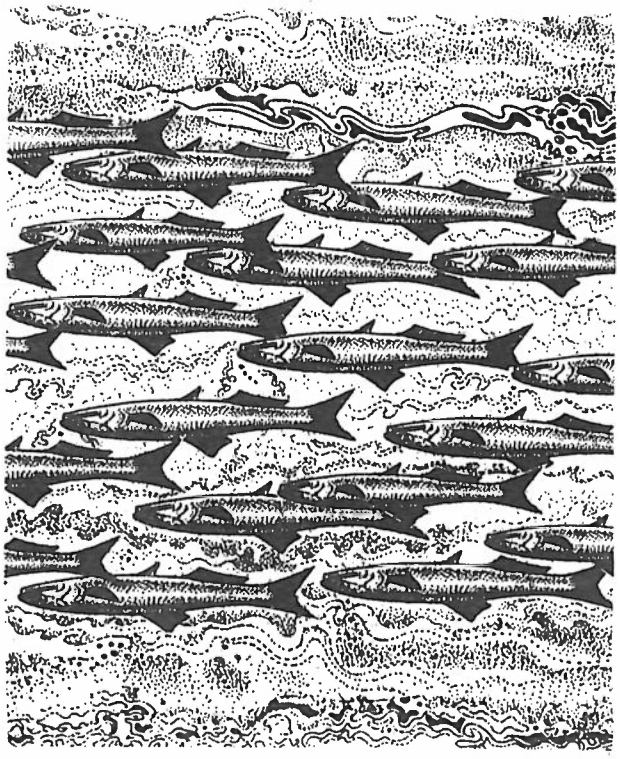
A ce bilan, il faut ajouter le coût de l'intervention militaire en Irlande du Nord et, bien sûr, celui de la récente guerre du Golfe où l'effort Britannique a été considérablement plus important que celui de la France.

Il suffit de se promener dans les grandes villes du pays pour constater que le règne de Thatcher a encore accentué les inégalités sociales. La misère (chômeurs dormant dans les rues...) y côtoit la "youppification", comme on dit là-bas, des quartiers ouvriers (les "youppies" sont les parvenus style BCBG/ jeunes cadres dynamiques des années Thatcher).

De tous les grands pays européens, le Royaume-Uni reste celui où les contrastes sociaux sont les plus marqués et où, par conséquent, les luttes de classes sont les plus dures.

Alors, l'après Poll Tax est "to be continued" (à suivre)...

JDS. Mai 1991.



BILAN DE LA SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR C.A OUVERTE EN OCTOBRE 90

Mars
Briquets : 50
Tee-Shirt : 240
Christian (51) : 100
Denis (51) : 200
Pascal (51) : 100
Camille (51) : 150
Jean-Michel (45) :50
total du mois : **940**

Avril
Pascal (80) : 30
Christian (51) : 100
Pascal (51 : 100
Nicolas (94) : 60
Paul (08) : 200
Jean-Pierre (18) : 50
Camille (51) : 150
Denis (51) : 200
jean-Michel (45) : 50
Tee-shirts : 450
Briquets : 615
total du mois : **2005**

mai
Olivier (93) : 100
Eric (37) : 200
Claude (37) : 30
Christian (51) : 100
Pascal (51) : 200
Denis (51) : 200
Camille (51) : 150
Jean-Michel (45) : 50
Martial (49) : 110
Groupe de Nantes : 600
Groupe Champigny : 700
Michel (31) : 50
Briquets : 280,75
Total du mois : **2670,74**

Ancien solde : 14.959
Nouveau solde :
20.574,75

Pour que CA puisse continuer à être diffusé en kiosques, continuez à souscrire et surtout à vous abonner

Comme chaque mois dans Courant alternatif cette chronique fait le point sur les événements marquants du mois dans les ex-pays du "socialisme réel et surtout en URSS

URSS : ENTRACTE

Comme on le pressentait dès la mi-avril, le régime "soviétique", incapable d'arrêter la grève des mineurs qui tendait à se généraliser à d'autres secteurs, a utilisé les autorités des républiques pour y mettre un terme. Ce mouvement, commencé le 1er mars, s'est achevé dans la dispersion et l'épuisement, sans avoir obtenu le départ de Gorbatchev. Mais ce qui frappe le plus, c'est la difficulté qu'à rencontré Eltsine pour convaincre les mineurs d'attendre encore. A Vorkouta, la grève interrompue le 27 avril a repris le 29, pour quelques jours. Dans le Kouznetsk, elle n'a été finalement "suspendue" qu'à partir du 7 mai. Le temps pressait toutes les autorités : les syndicats officiels de Russie s'étaient sentis obligés d'appeler à une heure de grève générale le 26 avril. Cinquante millions de travailleurs ont répondu à cette invitation, et des meetings se sont tenus dans un très grand nombre d'usines. Dans certaines villes de l'Oural ou de Sibérie, comme à Sverdlovsk et Irkoutsk, toute la population adulte est descendue dans la rue (plus de 500.000 personnes à chaque fois, cf. le *Tageszeitung* du 29 avril 1991). Enfin, une troisième grève générale a été organisée en Biélorussie du 23 au 25 avril et peut reprendre vers la fin du mois de mai.

L'accord entre le "centre" (Gorbatchev) et les républiques (Eltsine, etc.) est si obscur qu'on en connait pas toujours les termes réels. Il aurait été signé le 23 ou le 24 avril et serait même accompagné d'une convention secrète. Eltsine s'est en tout cas présenté les mains vides devant les mineurs de Sibérie, dans le Kouznetsk, et s'est contenté d'assurer que cette fois cet accord durerait (mais il a dû tout à la fois rendre hommage aux mineurs et obtenir la transmission de la responsabilité de l'exploitation charbonnière aux autorités de la république). Il a également promis que la Russie ne recréerait pas une bureaucratie charbonnière et que les mineurs profiteraient d'une grande partie des devises procurées par l'extraction du charbon.
La lutte pour le pouvoir continue donc. Eltsine a visé surtout à gagner l'élection au suffrage universel du Président de Russie qui a eu lieu le 12 juin, tandis que Gorbatchev cherchait à compromettre les autorités rivales sous couvert d'un compromis dans la répartition des pouvoirs.

Un aspect inquiétant de l'accord Gorbatchev-Eltsine concerne l'interdiction des grèves dans toute une série de secteurs et l'exigence de "respect de l'ordre constitutionnel" pour l'URSS tout entière. Les Arméniens ont pu, dès le 30 avril, éprouver ce que signifient ces formules alambiquées. Des dizaines d'entre eux sont morts à la suite des opérations militaires contre les villages arméniens situés près de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Les unités du ministère de l'Intérieur soviétique et les parachutistes de l'armée couvrent les interventions des groupes paramilitaires azéris. C'est en fait la déportation de toute la population du Haut-Kara-bakh qui se met en place (et qui semble avoir commencé à partir de la mi-mai)... Gorbatchev assume cette fois ses responsabilités d'homme d 'Etat, en revendiquant la nécessité de ces opérations de répression.

Toutes les autorités bureaucratiques savent que l'effondrement économique de l'URSS est en marche depuis des mois. Le produit national brut "soviétique" a baissé de 4 à 5 % pour l'année 1990 et il devrait encore diminuer d'au moins 10 % en 1991, selon les hypothèses les plus optimistes. Mais les experts du FMI ou de la CIA déconseillent de plus en plus l'aide financière. Les réformes et la "stabilisation" de la situation sont considérées comme des préalables de plus en plus impérieux. Le fatalisme des banquiers occidentaux à l'égard de l'URSS est désormais total, comme l'illustre une déclaration de Norbert Walter, économiste de la Deutsche Bank (dans l'*International Herald Tribune*) du 18 mai 1991) : "Le mieux qu'on puisse espérer, c'est qu'il ne se produise pas une catastrophe complète".
A tout moment, les masses ouvrières peuvent désormais descendre dans les rues des grandes villes. Et le plus grave pour l'ordre établi, c'est que les grèves ont laissé des traces organisationnelles importantes : les comités ouvriers se sont multipliés et l'expérience des deux dernières années montrent qu'ils se maintiennent après les périodes de conflit sociaux. Les ouvriers ont commencé à interdire de séjour les cellules du Parti communiste dans de nombreuses entreprises. Dans les régions minières comme le Kouzbass ou à Vorkouta, les comités de grève sont devenus le vrai pouvoir local. Un décret signé par Gorbatchev le 16 mai, qui étend l'interdiction des grèves à la métallurgie, la chimie, etc., confirme s'il en était besoin les dispositions du pouvoir.
On n'est donc pas surpris que les gouvernements occidentaux aient démonstrativement renouvelé leur appui à Gorbatchev au début du mois de mai. Mitterrand est allé à Moscou pour l'appuyer au moment où celui-ci déclenchait les opérations en Arménie, et Bush a exhorté les Baltes à la patience ! Comme l'a déclaré Landsbergis, président lithuanien, au *Journal du Dimanche* du 21 avril : "Je pense que l'Occident dans sa manière de penser, a quelque chose de semblable à la mentalité soviétique". Nixon, envoyé de Bush en URSS au mois de mars a affirmé, dans le plus pur style du cynisme d'Etat : "La sécurité d'une superpuissance nucléaire ne peut être bâtie sur l'insécurité de l'autre. Nous avons besoin de l'URSS en tant que partenaire international fiable pour la construction d'un nouvel ordre mondial" (*Le Monde* du 25 avril 1991)
Comme les Kurdes, les Arméniens sont seuls au monde. Les puissances de la planète feront mine de venir à leur secours une fois seulement qu'ils auront été écrasés... Seul un mouvement prolétarien peut trouver en lui-même la force de résister à l'union sacrée qui unit la bureaucratie "soviétique" et les gouvernements occidentaux contre tous les mouvements sociaux.

4. Nous exigeons du gouvernement de l'URSS qu'il abandonne le contrôle secret qu'il exerce sur les médias et qu'il rende à la Russie souveraine les médias qui lui appartiennent de droit. Nous exigeons la dépolitisation des organes d'éducation, du MVD (ministère de l'Intérieur), du KGB (Comité à la Sécurité d'Etat) et de l'Armée."

Le journal précise ensuite que ces revendications avaient été auparavant discutées avec les puits de Donbass (Ukraine) , de Karaganda (Kazakhstan) et de Vorkouta (au Sud de la Sibérie). Ce sont, avec le Kouzbass, les principales régions charbonnières de l'URSS. Ces revendications ont été partout approuvées et concernent de fait toutes les régions minières).

Le 7 mars, une réunion du Conseil des comités ouvriers du Kouzbass a eu lieu à Novokouznetsk. il a décidé :
"1. De reconnaître comme fondée la décision des collectifs de travail en faveur de la poursuite de la grève politique.
2. De limiter, dans l'intérêt des populations du pays, le nombre des entreprises en grève en fonction de la situation politique, de donner à l'arme de la grève un caractère tournant ou par "vagues successives".
3. De proposer aux collectifs de travail de s'entendre avec les comités ouvriers pour définir une date de début et de fin de grève, ainsi que la forme qu'elle prendra.
4. En cas d'entrée en vigueur de l'état d'urgence ou du "régime présidentiel" en Russie, il est recommandé aux collectifs de travail de commencer aussitôt une grève générale.
5. De continuer la constitution de caisses de grèves par ville et par région.
6. De charger les Députés du peuple de l'URSS et de la Russie de présenter les revendications des grévistes, qui ont le soutien d'une majorité de la population, au président de l'URSS, au Soviet suprême de l'URSS, au cabinet des ministres de l'URSS, au Soviet suprême de la fédération de Russie, d'informer les populations et les gouvernements démocratiques et de demander leur assistance.
7. De ne pas arrêter les livraisons de charbon et, en cas d'urgence, de créer un comité aux livraisons qui définirait son action en accord avec le Ministère des mines de Russie.
8. Les comités ouvriers de la ville et de la région maintiendront l'ordre public en accord avec les organes de la milice. Les comités de grèves assureront, avec l'encadrement des entreprises, l'ordre et la discipline dans celles-ci."

La même réunion a adopté un texte à l'adresse de Gorbatchev :

"Mikhail Serguéiévitch !
La crise dont notre pays ne parvient pas à sortir depuis de nombreuses années, a pris une ampleur catastrophique durant votre présidence. Cela fait six ans que vous êtes à la tête de notre gouvernement et voila le résultat : tension politique et sociale dans la société, discorde nationale, chute du niveau de vie de la population, déchaînement de la criminalité, rayons vides dans les magasins. En tant que premier personnage de l'Etat, vous devez répondre pour tout cela. Vous avez dépassé tous les délais raisonnables pour la réalisation de votre politique. Votre crédit de confiance est épuisé dans les popualtions. Les collectifs de travail de la majorité des puits du Kouzbass exigent votre démission, aussi bien ceux qui prennent part à la grève politique que ceux qui, pour diverses raisons, ont décidé de na pas s'y joindre. Les collectifs de six puits ont décidé de poursuivre leur grève. Ils ont pour revendication principale votre démission du poste de Président de l'URSS.

Nous demandons par conséquent que vous abdiquiez de votre poste de Président de l'URSS. Nous attendrons votre décision jusqu'au 11 mars, 12 h. Si vous décidez d'ignorer nos revendications, nous avons l'intention de poursuivre la grève et d'appeler les citoyens de l'URSS à des actes de désobéissance civile."
Conseil des Comités ouvriers du Kouzbass
7 mars 1991, Novokouznetsk

Ce Conseil a également envoyé une délégation de six présidents de comités de grève ouvriers à Moscou, au Forum des Forces démocratiques. Ces mineurs y ont exposé leurs revendications le 9 mars, en présence notamment d'Eltsine. Celui-ci ne peut guère se réjouir de ce qui est en cours. Durant l'été 1989, lors de la première grande grève des mineurs, il avait appelé à la reprise du travail. En voilà encore un qui peut dire :"Je crains ces gens, même quand ils m'apportent des présents". Les mineurs se sont en effet adressés à lui sans ménagement : "Vous avez pris position, maintenant marchez en tête. Nous vous avans choisi, agissez ! Il n'est plus temps d'attendre."

Si la grève semble demeurer tout à la fois éparse et vive, elle ne cesse de s'étendre (Le Monde du 23.03 mentionne les déclarations de l'Unbon interrégionale des Comités de grève, constituée le 17.03, qui affirme que 280 à 300.000 mineurs serairent en grève, dans 165 des 600 mines d'URSS). A Moscou, plusieurs mineurs venus du Kouzbass mènent une grève de la faim...
Tout indique par conséquent que le mouvement capillaire de la population produit une polarisation croissante dans la partie russe de l'Empire décrépi. Depuis longtemps, la question n'est plus de savoir si Gorbatchev réussira une quelconque réforme. Il importe maintenant de comprendre jusqu'où va aller cet ébranlement du pouvoir et quels développements vont se frayer la voie à cette occasion. La situation se décante et ses conséquences se feront sentir jusqu'ici. Les néo-libéraux de l'Occident (étrangement assistés par les derniers marxistes) peuvent en tous cas contempler la faillite de leurs prévisions.

Paris le 21.03.91.

CINEMA

LE BUCHER DES VANITES

Main basse sur les bons sentiments.

Dans "LE BUCHER DES VANITES" tout le monde est un peu, beaucoup, complètement pourri : la maîtresse du héros déchu, veule et prête à tout pour se protéger ; le procureur, aspirant au siège de maire, décidé à exploiter l'aspect racial d'un homicide pour engranger les votes noirs de New-York ; le journaliste, défenseur d'une veuve qui n'a même pas d'orphelins, secouera toute la merde qu'il faut quitte à se vautrer dedans ; le prêtre qui lui aussi veut exploiter l'incident. Tous sont décidés à avoir la peau et la fortune du héros : Sherman McCoy, ci-devant requin financier aux nerfs fragiles, obsédé par son pouvoir et son compte en banque au même titre que les autres protagonistes.

"Ah ah", diront les anti-américanistes primaires, "voilà donc un film corrosif sur les USA, l'argent, le pouvoir tutti quanti", comme ne disent pas les marchands de pizza américains. Eh bien non, car deux personnages réussissent à retrouver leur épingle dans la botte de fumier:

- le père du héros, milliardaire honnête (à en croire B. De Palma ça pourrait exister), qui insiste pour prendre le métro, ce que l'on tient à nous faire passer pour un gage d'allégeance à la bonne cause !

- le juge qui, dans ce qui pourrait être le réquisitoire final ne parvient qu'à proférer un larmoyant plaidoyer pour le respect des grandes valeurs.

A cet égard, il serait intéressant de savoir pourquoi De Palma a choisi que le juge soit noir, contrairement à ce qui se passe dans le roman : lorsque la foule du tribunal l'accuse d'être raciste, sa couleur lui donne beau jeu pour se défendre, occultant ainsi un certain nombre de problèmes, entre autres le fait que, pour les Noirs américains, un juge, qu'il soit noir ou blanc, est Blanc, son appartenance raciale disparaissant alors derrière son statut.

Ce qui commence comme une satire pas vraiment tendre s'achève donc dans un grand discours sur les valeurs "éternelles" des USA, la foi en un système judiciaire et financier qui en définitive ne peut qu'exhorter les déshérités à l'honnêteté !

A noter tout de même qu'en parallèle à la chute du héros on assiste à l'ascension d'un journaliste ivrogne, sale et provoquant, témoin et acteur qui semble être le seul à voir clair dans les reniements et coups tordus qui lui assureront la prospérité. Mais jamais De Palma ne cherche à montrer pourquoi le monde qu'il montre est tordu.

Le cinéma américain montre par contre une fois de plus à quel point il peut tout édulcorer en se nourissant de cela même qu'il fait semblant de dénoncer.

JUNGLE FEVER

"JUNGLE FEVER" C'est plusieurs histoires à la fois : celle d'un architecte noir (Flipper), ambitieux, qui continue d'habiter Harlem jusqu'au jour où sa femme (noire elle aussi) apprend qu'il l'a trompée avec une jeune italo-américaine et le met à la porte. Sa tentative de cohabitation avec cette dernière se soldera par un échec. Autour de cette histoire, qui voit les deux amants rejetés par leur communauté respective pour des raisons exclusivement raciales, se greffe d'autres histoires : celle du frère de l'architecte, membre de la fraction de la communauté américaine dévastée par la drogue ; celle de leur père, pasteur baptiste obsédé par le refus du sexe ; et enfin celle de l'ex-copain de la maîtresse de Flipper, rejeté par ses amis italiens et qui finit par trouver consolation auprès d'une des rares filles noires ayant résisté au racisme ambiant du quartier italien. (Raconté ainsi ça a l'air compliqué, mais le montage des scènes en parallèle rend le récit beaucoup plus évident). L'ensemble du film est, de plus, ancré dans des micro-récits, petites scènes annexes où éclate le talent de S. Lee pour "saisir le réel" au travers de conversations hilarantes qui dévoilent infiniment plus de choses que l'on n'en voit au premier regard.

Une bonne partie de la critique a accusé S. Lee de vouloir monter les communautés les unes contre les autres, alors qu'il ne fait guère que décrire un constat d'échec.

S'il est vrai que "JUNGLE FEVER" ne brille pas par son optimisme, accuser l'auteur de racisme "à l'envers" (?) comme cela s'est beaucoup fait, revient tout simplement à oublier qu'à chaque fois que les Noirs ont cru pouvoir attendre quelque chose d'un travail en commun avec les Blancs, cela s'est soldé par un échec patent. (A ce titre il faut signaler le nom de la maison de production de S. Lee "40 acres and a mule", allusion à la promesse qui avait été faite après la Guerre de Sécession de donner un peu de terre et une mule à chaque esclave libéré, promesse jamais tenue — le Nord commençait à avoir besoin de main d'œuvre à bon marché, nom symbole du peu que Lee et les autres Noirs américains ont à attendre de la société blanche.)

On présente volontiers Spike Lee comme étant LE cinéaste noir américain alors qu'il en existe tout de même pas mal d'autres. Disons qu'il est plutôt celui qui a le mieux réussi à tirer son épingle du jeu commercial, réussissant à vendre des films à de grosses maisons de distribution afin de leur assurer le plus large public possible.

Or ce qui a le plus l'air de gêner la critique c'est précisément que, à l'intérieur de son cinéma, S. Lee ne fait pas de concessions et s'il a réussi, pour un temps au moins, à s'imposer sur le marché, c'est aussi bien en raison de la qualité de ses films que du public qu'il a su trouver. Sans vouloir faire de proçès d'intention à qui que ce soit on peut aussi se demander si certains critiques ne préféreraient pas défendre un "cinéaste noir" obligé de tourner dans des conditions de misère des petits films militants pas trop bien ficelés, alors que depuis "NOLA DARLING" et "DO THE RIGHT THING", S. Lee ne cesse d'affirmer un véritable talent de faiseur d'image et de sons.

Eric, Tours.

POUR UNE INTERVENTION PLUS EFFICACE: UN AN DE C.A PAR THEMES

Un an de C.A dans les kiosques, 10 numéros donc. Il nous est apparu utile de dresser par thème la liste des sujets traités par des articles publiés dans le journal. Ainsi le lecteur qui nous découvre ou chemine avec nous depuis peu pourra se procurer ces rubriques sous forme de dossiers photocopiés en écrivant à ASTVMU, BP 170, 14000 CAEN.

Ceci dit la meilleure façon de contribuer à maintenir CA dans les kiosques est encore l'abonnement et l'achat d'anciens numéros en écrivant à Egregore/OCL, BP 1213, 51058, Reims cedex.

Agriculture
- Sécheresse et manque d'eau (n°1)
- Expulsion dans la Drôme (n°4)
- Monde agricole en crise (n°5)
- Débat sur cette crise (n°7)

Antifascisme
- Du Front national au consensus national (n°1)
- Consensus ou rupture (n°4)

Armée
- Plus on nous comprend plus on est dans la merde (n°4
- L'Mouv'ment (n°4)
- Suisse sans armée (n°6)
- La soldatesque à l'honneur (n°9)

Banlieues
- Meurtre sécuritaire à Reims (n°2)
- Sur Vaulx-en Velin (n°3)
- En France aussi l'apartheid (n°5)
- Vivre avec cette jeunesse (interview) (n°5)
- Plateforme de "Résistance des banlieues (n°5)
- Banlieues vives (n°5)
- Edito (n°5)
- Banlieue 91 (n°10)

Bouquins
Chaque mois dans CA la critique ou le compte rendu d'un ou plusieurs ouvrages (Du grand soir à l'alternative (n°9), Combat pour l'enfant (n°5), etc. mais aussi un petit coup de pub pour des éditeurs "amis" et libertaires (Acratie (n°1). D'autres fois pour des revues ou des brochures qui gagnent à être lues (Gavroche, revue d'Histoire (n°1), Europe 93 : La grande magouille (n°1), etc. Aussi pour que cette rubrique s'enrichisse, toi qui nous lis, qu'un bouquin ou un film t'accroche ou te pompe, alors n'hésite pas, ta contribution sera bienvenue.

Chômeurs
- Marche sur Boulogne sur mer

Droit d'asile
- Kurdes : des discours lénifiants aux actes (n°9)
- Bordeaux : 53 jours de grève de la faim (n°10)

Ecologie
- Le manque d'eau, les boucs émissaires (n°1)
- Ecologie et mouvement populaire (journées intern.) (n°7)
- Sur le développement des associations de défense (n°10)

Education
- "Une rentrée plutôt bonne" ! (n°3)
- Ghettoïsation (n°4)
- Contre l'école de la soumission (n°5)
- Renforcement des inégalités (n°9)

Elections
- A Lyon: GAG
- A Biarritz : vers un militantisme de gestion (n°9)

Euskadi
- Une marche sur les prisons (n°6)
- Vers un militantisme de gestion

Europe
- Postes : l'Europe en marche (n°10)

Femmes
- Sur la détention des femmes (n°1)
- Il était une fois le droit des femmes (avortement) (n°6)
- Retour à l'ordre moral (n°6)
- Féministes ou consensuelles (n°7)
- Femmes contre la guerre (n°8)
- Femmes contre la guerre : réponse d' Andrée Michel à Antoinette Fouque (n°9)
- Femmes algériennes en lutte (n°10)

Flics et militaires (au service des citoyens) (n° 1/2/3/4/8)
A travers cette rubrique régulière nous essayons de montrer dans CA que les "dérapages et bavures" commis par les gardes chiourmes de l'Etat sont forts nombreux... et quasi impunis. Qu'on ne s'y méprenne pas, notre but n'est pas de demander des flics mieux formés... Il s'agit avant tout d'informer et, si cela est possible de briser le consensus sur la nécessité d'une police, d'une armée. Notons que cette rubrique avait été volontairement retirée durant la Guerre du Golfe pour faire place au bulletin d'infos rapides "La Guerre Non", publiée par le COT d'Albi.

Flics
- Sur les RG : L'Affaire Doucé (n°4)

Front National
- Du Front national à l'Union nationale (n°1)
- Tours : libertaires contre l'université d'été du FN (n°2)
- Le FN et la Guerre du Golfe (n°3/5)
- A l'ombre de Reagan et du FN : commandos anti-IVG (n°6)

Guerre
- Irak au service de l'Occident (n°2)
- Les USA et le Golfe (n°2)
- Une guerre en cache une autre (n°2)
- Edito CA n°2
- La guerre a bon dos (n°3)
- La Guerre à l'ordre du jour (n°3)
- Edito CA n° 3
- Plus on nous comprend plus on est... (n°4)
- Edito CA n°4
- Les otages et les autres (n°5)
- La guerre en coulisse (n°5)
- Edito CA n°5
- Le Golfe et le racisme (n°6)
- La Guerre Non (chronique (n°6)
- La politique d'Israël au Moyen-Orient (n°6)
- USA : nouveau partage du monde (n°6)
- Edito CA n°6
- Quelles interventions contre la guerre (n°7)
- La guerre comme révéléteur (n°7)
- Les médias dans la tourmente (n°7)
- Femmes contre le guerre (n°8)
- Allemagne : le mouvement pacifiste et la guerre (n°8)
- Histoire du pétrole (n°8)
- Le Kurdistan (n°9)
- Bilan de luttes anti-guerre : Toulouse (n°9), Lyon (n°9)...

Immigration
- Contre la double peine (n°3)
- Les effets de la Guerre (n°8)
- Discours humaniste et gestion répressive (n°9)
- Le droit d'asile en question (n°10)

Impérialisme
- Voir les différents articles sur la guerre
- Le Rwanda (n°3)
- Les rapports entre la France et l'Afrique (n°1)
- Annulation de la dette - manif du 9 juin (n°1)
- La politique africaine : le piège du réalisme (n°9)
- Kanaky c'est pas fini (n°10)
- La politique d'Israël au Moyen-Orient (n°6)

Kurdistan
- Interview de l'union patriotique kurde (n°9)
- Sur les Kurdes irakiens (n°9)
- texte de l'ERNK (n°9)

Lycéens (voir aussi éducation)
- Ghettoïsation (n°4)

- Rapport sur les événements du 12 novembre (n°4)
- Pions : échec et mat (n°5)
- Nous n'avons rien nous voulons tout (tract) (n°5)
- Bilan et perspective (n°5)

Le Mouvement
Rubrique régulière d'infos rapides qui aide lorsque l'on est en mouvement ou qui évite le bourdon en cas d'isolement. Rubrique d'agit prop à disposition de tous.

Nucléaire
- Du rififi à Golfech (n°1)
- Marche sur Nogent (n°1)
- Tchernobyl 90 (n°2)
- Lignes à haute tension (n°3)
- Décharge nucléaire à Itteville (n°3)
- Contre le congrès des nucléocrates à Lyon (n°3)
- Nogent : une centrale qui fait eau de toute part (n°5)
- Golfech encore (n°6)
- Chronologie d'un incident à Nogent (n°6)
- Dix ans de reniement (bilan PS) (n°9)

Palestine
- La guerre à l'ordre du jour (n°3)
- Interview de G. Habbache (n°8)
- Voir les articles pendant la guerre.

PS
- Contre la double peine (n°3)
- Humanistes et saboteurs (n°7)
- PS et FN (n°9)
- Bilan : des promesses sociales à la gestion capitaliste (n°10)
- Dossier : bilan de dix années (n°9)

Prisons
- Détention des femmes (n°1)
- Mourir du Sida en prison (n°2)
- Mobilisation contre les QI (n°6)
- 10 ans de politique carcérale (bilan PS)
- Isolement carcéral : usage et luttes (n°10)

Révolutionnaires
- Quelle unité (n°4)

Social/ luttes
- A la sécu (n°2/3)
- Case Poclain (n°3)
- CSG un nouvel impôt (n°3)
- Poll Tax en GB (n°4)
- Procès chez Rufa (n°5)
- Transports routiers (n°6)
- Lyon : transports en commun (n°8)
- Renault (n°1/9)

POUR LES COLLECTIONNEURS

D'octobre 81 à Juin 90 Courant Alternatif est sorti dix fois par an avec une diffusion quasi militante et par abonnement. Ce sont 89 numéros (du 9 au 97 qui cosntituent des documents très riches sur la décennie achevée et qui sont encore disponibles pour le prix de 10 F l'unité.

Squatts
- Paris, sur le bitume (n°1)
- Avant l'hiver, les expulsions (n°3)
- Lyon (n°4/6/10)
- Berlin (n°7)
- Bâle (n°10)

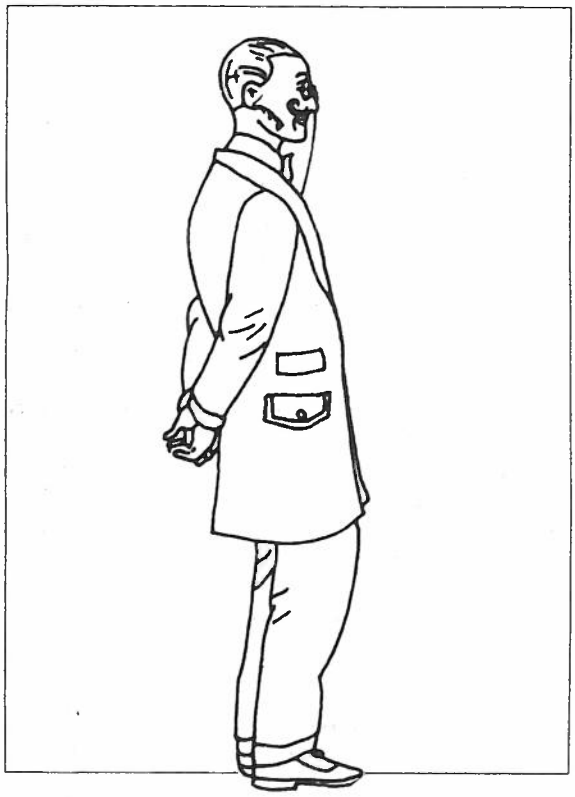
Syndicats
- Rencontre des oppositions syndicales (n°3)

URSS Pays de l'Est
- Chronique mensuelle : comédie réformiste sur fond de tragédie (n°3), Quelle forme va prendre la catastrophe (n°5), Témoignages de Lituanie (n°6), Déconcertante logique d'une répression annoncée (n°6), Interminable hiver (n°7), URSS manifs, grèves, insurrection ? (n°8), Rendez vous de printemps (n°9).

Zines et Zique
- Rubrique épisodique... sur l'activité du rock alternatif et des fanzines.

Vite fait sur le zinc
- Rubrique d'infos et de brèves sur l'actualité, d'humour si possible et d'humeur.

Articles par pays traites dans CA
Afrique (général : 9 ; Algérie : 10 ; Allemagne : 2 et 7 ; Chili : 2, 5 et 7 ; Euskadi : 6 et 7 ; G.-B : 4 ; Irak : 2 et articles pendant la guerre ; Israël :6 et guerre ; Koweït : 2 et guerre ; Kurdistan : 7 et 9 ; Liban : 10. Nicaragua : 10 ; Palestine : 8 et guerre ; Rwanda : 3 ; Syrie : 10 ; Turquie : 7 ; USA : 2 et guerre. URSS (voir chronique et guerre).



L'Europe de 1993, La grande magouille

Des militant(e)s indépendantistes du Pays Basque Nord ont rédigé une brochure sur l'Europe de 93. Avec un double objectif :
-Informatif d'abord, puisque les textes présentent et analysent, d'un point de vue anti capitaliste, de nombreux aspects de l'Acte unique (historique, institutionnel, politique, économique, social, répressif ; CEE et tiers-monde ; CEE et Pays de l'Est,...)
- Militant aussi, puisque l'intention est d'essayer de créer un débat anti-impériliste (pouvant déboucher sur une pratique au sein du mouvement basque, et pourquoi pas, dans d'autres mouvements.
Pour se procurer la brochure (26 pages format 21/30) *"L'Europe de 93 : la grande magouille"*, écrire à **Acratie, BP 23, 64130 Mauléon**
(1 exemplaire ; 15 francs + 6 francs (frais de port)

CAMPAGNE D'ABONNEMENT ET DE PROMOTION DE COURANT ALTERNATIF

Courant Alternatif existe depuis plus de dix ans. Depuis un an (numéro 1 de la nouvelle série), il est diffusé en kiosques par l'intermédiaire du réseau des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP). Ce choix nous a permi de multiplier par deux le nombre de nos lecteurs. En effet, depuis l'été dernier, vous êtes chaque mois entre 400 et 1000 acheteurs de CA en kiosque. En un an, vous avez été plus de 100 lecteurs nouveaux à vous abonner et une centaine à nous soutenir en souscrivant ou en achetant Tee-shirts, autocollants, affiches ou briquets. C'est peu et beaucoup à al fois. Cette diffusion permet de nous faire connaître dans de nombreuses villes où l'OCL est absente ! Mais sans mécénat ni promotion d'envergure, tous les journaux, revues militants sont déficitaires et nous ne savons pas encore aujourd'hui si financièrement nous pourrons tenir encore longtemps. Ce n'est pas l'existence de CA qui risque d'être remise en cause (car nous continuerons de le faire paraître régulièrement), mais sa diffusion publique en kiosque. Afin qu'elle se poursuive, nous n'avons pas d'autres choix que de trouver de **nouveaux abonnés** car les ventes en kiosque rapportent évidemment peu en regard du coût engendré par un tirage nécessaire à plusieurs milliers d'exemplaires (6000 jusqu'à présent) : moins de 10 francs par numéro vendus et payés de deux à trois mois après !

NOUS VOUS PROPOSONS DONC :

Si vous êtes déjà abonné(e)

- Vous pouvez abonner gratuitement pour trois mois une personne de votre choix.
- Vous pouvez nous adressez une liste de gens susceptibles d'être intéressés par CA. Ils revevront gratuitement trois anciens numéros (4, 6 et 7) avec une lettre explicative.

Si vous n'êtes pas encore abonné(e)

- En vous abonnant vous recevrez gratuitement notre bouquin publié aux éditions Acratie "*L'état des lieux*", un livre de 330 pages qui, bien que datant un peu (fin 86) reflète assez bien ce que nous sommes, ce que nous voulons et ce que nous faisons.

1 an (10 numéro) ..... 220 Francs

Abonnement pour six numéros : 140 Francs

Une seule adresse : EGREGORE. BP 1213, 51058, REIMS cedex.

chèques à libeller à l'ordre de LA GALERE.

DES AUTOCOLLANTS POUR C.A.

Pour que la diffusion de *Courant Alternatif* en kiosque puisse se poursuivre, nous devons absolument faire connaître l'existence de ce mensuel qui, bien souvent, ne se trouve pas en vue et en bonne place dans les librairies, faute d'avoir les moyens d'en tirer 100.000 ! Nous n'avons pas non plus les moyens de nous payer des pages de publicité dans la grande presse. Alors ? Les autocollants sont un très bon moyen pour faire savoir que CA existe et par la même occasion d'assurer une présence politique sur votre quartier ou votre ville.

Voici plusieurs mois, nous avons édité une (première !) série de huit autocollants (format12/8) en 2 couleurs (noir et rouge) sur fond blanc :

"Le capitalisme la seule solution ? faudrait pas nous prendre pour des cons !"

"Fermez la télé, ouvrez les yeux !"

"La dictature c'est fermes ta gueule, la démocratie c'est cause toujours"

"Vos intérêts sont les mêmes que ceux de vos patrons... vous y croyez, vous, à cette connerie ?"

"Ne perdons plus notre vie à la gagner"

"Ecrasons l'infâme Le Pen, à deux mains si vous le voulez bien !"

"Mettre l'argent à droite c'est la politique de la gauche"

"Le capitalisme d'Etat s'effondre à l'Est ! Un premier pas est fait, il nous reste à abattre le capitalisme libéral !"

Il en reste encore plusieurs centaines ! Alors dépêchez-vous !

La série des 8 en 10 ex. chaque (soit 80) : 60 F. port compris

La série des 8 en 20 ex. chaque (soit 160) : 100 F. port compris.

La série des 8 en 50 ex. chaque : 170 F. port compris.

NOS TEE-SHIRT POUR L'ETE

Trois modèles : Vive l'anarchie (dessin de Reiser). Le chat célèbre. Le car de police qui explose.

Trois tailles : moyen, grand, super balèze.

Prix 50 balles + 8 F; de port.

Vite fait sur le zinc...

LES FASCISTES N'ONT PAS DE FRONTIERES

Dimanche 26 mai, l'association turque Tendance nationale de l'union islamique en France (extrême droite) avait prévu de tenir un meeting à la bourse du travail de Lyon.
Le jour dit, une cinquantaine de militants des organisations kurdes et turcs d'extrême gauche, auxquelles s'étaient joints 5 ou 6 libertaires, tentèrent d'empêcher physiquement l'accès à la salle, n'hésitant pas à lancer un cocktail molotov.
Malheureusement, le meeting qui se voulait national, vit affluer de nombreux cars de toute la France, tant et si bien qu'au bout de quelques minutes, les partisans de l'extrême droite turque se retrouvèrent près de 1500.
Le rapport de forces ne jouant plus en notre faveur, nous avons été obligés de nous replier, laissant libre l'accès à la salle où s'engouffrèrent tous ceux qui étaient venus écouter Ibrahim Telik, ancien membre des Loups gris, reconverti à l'islamisme nationaliste, connu en Turquie pour ses déclarations antisémites.
Les idéologies d'extrême droite, déjà fortement développées en France, gagnent même du terrain parmi les communautés étrangères. Si aucun lien n'existe, pour l'instant, entre les fascistes des communautés immigrés et les fascistes français (1), il convient néanmoins de resserrer nos liens avec les groupes progressistes issus de ces communautés pour ne pas laisser se développer la mainmise des intégristes.
Il convient également de garder en tête que même s'il est immigré ou arabe, un fasciste reste un fasciste. A en juger par le faible nombre de libertaires présents le 26 mai aux côtés de l'extrême gauche kurde et turque, on en conclurait presque que le seul ennemi qui intéresse l'antifasciste est le jeune minet aux cheveux courts portant un blouson kreek.

Lyon, le 27 mai.

(1) Rappelons-nous quand même il y a près d'un an le débat entre Bat Skin ("idéologue" skinhead) et un représentant du FIS algérien en France, où les deux hommes avaient finalement lâché : "Nous sommes donc d'accord".

FANZINES

Les éditions Incontrô-lées, viennent de sortir un guide international des fanzines et de la presse parallèle avec plus de 400 adresses réparties sur plus de 30 pays et accompagnées de descriptifs et de commentaires.
15 F. (+3,80 F. de port) chèque sans ordre, éditions incontrôlées, BP 11, 44401, Rézé cedex.

RESEAU POUR UNE DEMOCRATIE ACTIVE

Il s'agit d'un projet international qui présenterait des analyses concrètes de formes actives de démocratie dans les organisations de la classe ouvrière (comme par exemple la coordination des dockers espagnols). Nous serions désireux de rentrer en contact avec tout camarade ayant vécu des expériences de ce type, ou qui serait intéressé par la prélecture critique de textes, par la traduction, ou de toute autre façon. Nous avons l'intention de publier des articles en français, anglais et espagnol. Des versions brutes d'articles peuvent être envoyées à quiconque en fera la demande.
Active democracy network
39, vesta road
Brockley
London
England. SE4 2NJ.

RETOUR D'IRAK

Dans le premier rapport publié le 30 mai par la commission d'enquête "vérité sur la guerre du Golfe" on peut lire ceci sous la plume du général Gallois de retour d'Irak avec des membres de cette commission :
"... La stratégie visait à mettre un terme à l'anomalie irakienne : un pays arabe en voie de développement accéléré, disposant d'une infrastructure énergétique (électrification) et routière (communications) élaborée, d'une industrialisation naissante, d'une alphabétisation généralisée, d'un potentiel d'armement présent — et futur — progressivement constitué et maîtrisé nationalement, de notables avancées sociale, etc. C'était là réunir les conditions d'une puissance politique jugée inquiétante à la fois par les Etats industrialisés et par les voisins musulmans de l'Irak. La guerre, la manière dont elle a été conduite — souvent sans aucun lien avec l'indépendance du Koweït — ont permis de rejeter au moins vingt ans en arrière un Irak par trop ambitieux..."
Si c'est un général qui le dit !

MEMOIRE ET ARCHIVES DE 68

L'association "Mémoire de 68", en copération avec la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine), travaille depuis deux ans à conserver et rendre accessibles les archives des mouvements sociaux et politiques des années 1965 à 1975 en France.
Nous réalisons en vue d'une publication aux Editions ouvrières un *Guide des ressources documentaires*, c'est-à-dire un répertoire précis des lieux (publics, privés, associatifs...) où peuvent être consultés des documents (imprimés, manuscrits, presse, audio-visuels...) sur ces thèmes.
Nous appelons les personnes ou les groupes qui disposent de tels fonds d'archives, ou ont connaissance de leur existence, à nous contacter rapidement afin de contribuer à la qualité de ce guide.
Mémoire de 68 : 40 rue de Belleville, 75020, Paris.

APACHE

Apache n° 4 vient de sortir. Au sommaire les dix ans de règne de Mitterrand, les émeutes à la Réunion, la bande à FM, l'affaire Boudarel, la Guerre du Golfe, le racisme sélectif du PS, des brèves en tous genres. De plus, avec Apache n°4 vous trouverez un 45t d'Intérim ou de Laid Thénardier offert par VISA, ainsi qu'onde de choc n°2 (4 pages) feuille d'info sur les émissions de radio, les zines... Tout ceci pour 5 francs.
A commander au SCALP, BP66, 94501, Champigny cedex. 1 exemplaire 5 F. + 3,80 de port. 10 exemplaires, 50 F., port gratuit. Paiement par timbres ou chèque sans ordre.
Nous rappelons que APACHE est fait par le Scalp Paris et que pour vivre il a besoin de votre aide.

ENVOYEZ-NOUS INFOS, COMMUNIQUES, BREVES SUR L'ACTUALITE.

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF?

Le dernier week end de chaque mois, une Commission journal (CJ), est organisée, dans une ville différente chaque fois, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individus. En outre chaque CJ débute par une réunion ou sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.); c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après; il réalise également la maquette.
Ce numéro a été maquetté à ***TOURS***
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore, BP 1213, Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF

1 an (10 numéro) ..... 220 Frs

Chaque nouvel abonné recevra gratuitement le livre de l'OCL "*L'Etat des lieux*"

En nombre pour la diffusion

2 exemplaires ..... 390 Frs
3 exemplaires ..... 550 Frs
5 exemplaires ..... 900 Frs
10 exemplaires ..... 1450 Frs

Chèques à l'ordre de La galère
OCL/Egregore - BP 1213 - 51058 Reims cedex
Souscription permanente pour CA : CCP La Galère 38-77 p- Chalons sur Marne.

Abonnement 6 numéros : 140 F.
3 numéros : 70 F.

Courant alternatif
été 1991
Mensuelcommuniste libertaire
Correspondance :
OCL/Egregore
BP 1213. 51058 Reims cedex
Dir. Pub. Denis Jean
Imp. Rotographie
Com. par. AS 72313

La prochaine commission journal aura lieu au Camping

SOMMAIRE

Edito 3

FEMMES
Où en sont les droits des femmes ?..... 5/6/7
Les femmes mises à mal 8/9

Société
La crise du fordisme.....10/11
La crise des banlieues 11/12/13

Droit d'asile : l'arnaque 15
L'affaire Brière 16/17/18
Courrier 19
Village en lutte dans les Corbières 20/21

Social :
Rhône-Poulenc Vitry..... 22
SNCF 23/24
Livres.....25
la **G.B.** après la Poll Tax.....26/27/28
Al'Est du nouveau..... 29/30
Cinéma.....31
Bilan CA 32/33/34
Vite fait sur le zinc..... 35

Le prochain numéro de Courant Alternatif paraîtra le 1er octobre

COMMENT CONTACTER COURANT ALTERNATIF

NORD/EST
OCL/Egregore
BP 1213
51058 **Reims** cedex

La question sociale
B.P. 202
08102
Charleville-Mézières

CENTRE
La Commune
BP 1228
45002 **Orléans** cedex

NORMANDIE
ASTEVEMU
BP 170
14000 **Caen** cedex

RHONE-ALPES
OCL
37 rue Burdeau
69001 **Lyon**
OCL infos : 78.39.10.99

SUD-EST
La Galère BP 117
06333 **Grasse** cedex

ILE DE FRANCE
Rupture : BP 1
94501 **Champigny** cedex

BP 381
75969 **Paris** cedex 20

PAYS DE LOIRE
La Galère BP1917
37019 **Tours** cedex

SUD-OUEST
Acratie BP 23
64130 **Mauleon**

CEDA BP 28
33031 **Bordeaux**

OCL c/o Collectif pirate
Canal Sud
40 rue Alfred Dumézil
31400 **Toulouse**

Ecrire au journal pour contacts à **Longwy, Grenoble,.Nantes**